

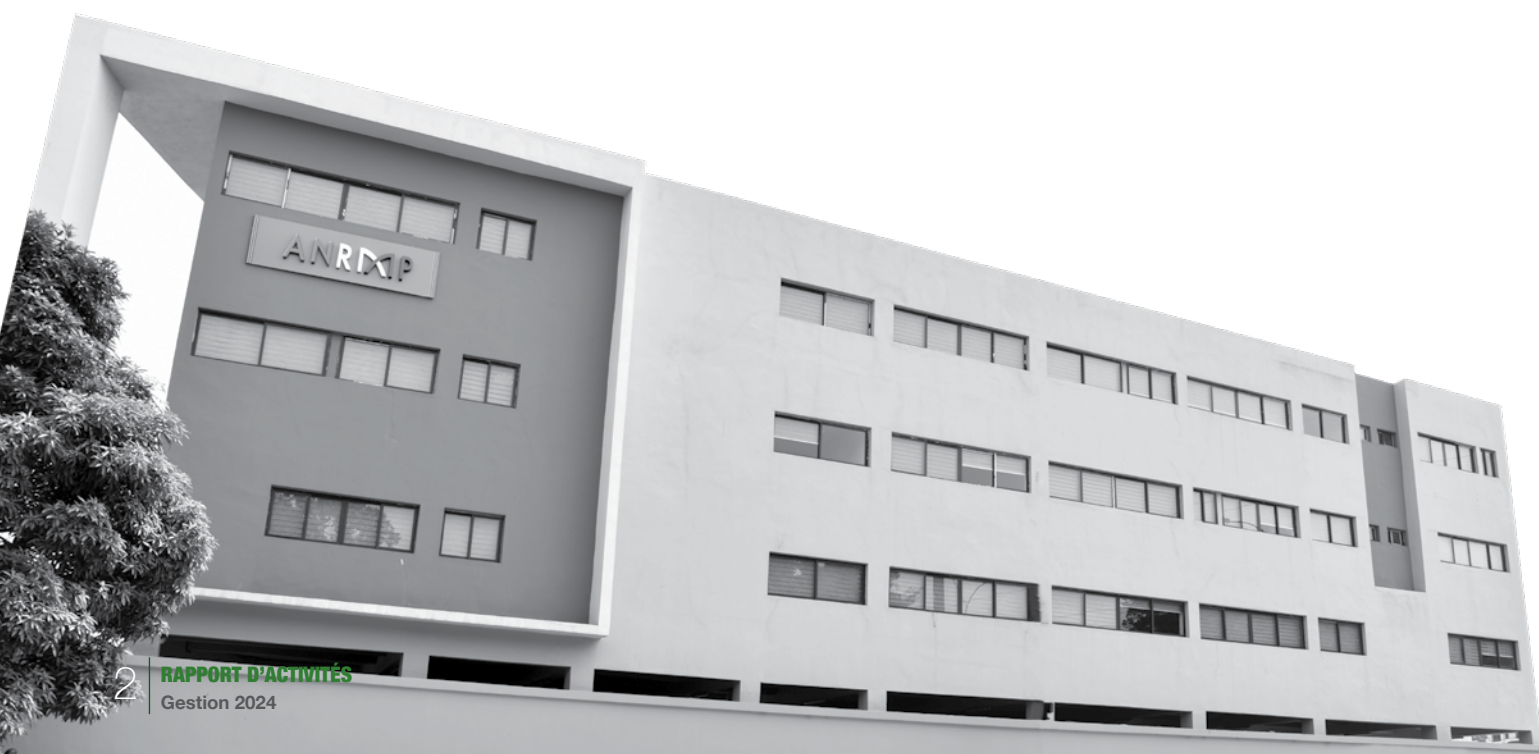
# RAPPORT D'ACTIVITÉS

Gestion 2024



# SOMMAIRE

|      |                                                                                                                                                            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3    | SIGLES ET ABREVIATIONS                                                                                                                                     |
| 4    | RESUME EXECUTIF                                                                                                                                            |
| 7    | NOTRE VISION                                                                                                                                               |
| <br> |                                                                                                                                                            |
| 8    | <b>INTRODUCTION</b>                                                                                                                                        |
| <br> |                                                                                                                                                            |
| 9    | NOTRE CHAMP DE COMPETENCES                                                                                                                                 |
| <br> |                                                                                                                                                            |
| 10   | <b>PARTIE I : ACTIVITES DU PLAN STRATEGIQUE 2023-2025</b>                                                                                                  |
| 11   | NOTRE PLAN STRATEGIQUE                                                                                                                                     |
| 12   | 1.1. AXE STRATEGIQUE 1 « IMPULSER LA TRANSFORMATION DIGITALE DU SYSTEME DE LA COMMANDE PUBLIQUE »                                                          |
| 13   | 1.2. AXE STRATEGIQUE 2 « RENFORCER ET EXPLOITER LA SYNERGIE ENTRE L'ANRMP, LES CORPS DE CONTROLE, LES INSTITUTS SPECIALISES ET ACTEURS DE SON ECOSYSTEME » |
| 15   | 1.3. AXE STRATEGIQUE 3 « RENFORCER LES MISSIONS DE REGULATION SUR LES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE »                                               |
| 17   | 1.4. AXE STRATEGIQUE 4 « ASSURER L'EXCELLENCE OPERATIONNELLE SUR LES ACTIVITES METIERS ET SUPPORTS DE L'ANRMP »                                            |
| <br> |                                                                                                                                                            |
| 21   | <b>PARTIE II : ACTIVITES CLES HORS PLAN STRATEGIQUE</b>                                                                                                    |
| 22   | 2.1. LES RECOURS DEVANT LA CELLULE RECOURS ET SANCTIONS (CRS)                                                                                              |
| 23   | 2.2. LES RECOURS DEVANT LE COMITE DE REGLEMENT ADMINISTRATIF (CRA)                                                                                         |
| 23   | 2.3. LISTE ROUGE DES ENTREPRISES SOUS SANCTIONS                                                                                                            |
| 23   | 2.4. LES RECOURS DEVANT LE CONSEIL D'ETAT                                                                                                                  |
| 23   | 2.5. SENSIBILISATION DES ACTEURS                                                                                                                           |
| <br> |                                                                                                                                                            |
| 24   | <b>CONCLUSION</b>                                                                                                                                          |
| <br> |                                                                                                                                                            |
| 25   | NOS CHIFFRES                                                                                                                                               |
| <br> |                                                                                                                                                            |
| 26   | <b>ANNEXES</b>                                                                                                                                             |



# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| Sigle          | Définition                                                    |
|----------------|---------------------------------------------------------------|
| <b>AAI</b>     | Autorité Administrative Indépendante                          |
| <b>ANRMP</b>   | Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics          |
| <b>BPU</b>     | Bordereau des Prix Unitaires                                  |
| <b>CEADP</b>   | Cellule d'Evaluation et Audit des Dépenses Publiques          |
| <b>CNP-PPP</b> | Comité National de Pilotage des Partenariats Public-Privé     |
| <b>COJO</b>    | Commission d'Ouverture et de Jugement des Offres              |
| <b>CRS</b>     | Cellule Recours et Sanctions                                  |
| <b>DAIS</b>    | Département des Audits Indépendants et du Suivi               |
| <b>DAO</b>     | Dossier d'Appel d'Offres                                      |
| <b>DGMP</b>    | Direction Générale des Marchés Publics                        |
| <b>IGF</b>     | Inspection Générale des Finances                              |
| <b>INIE</b>    | Institut Ivoirien de l'Entreprise                             |
| <b>INPHB</b>   | Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny        |
| <b>MPCP</b>    | Master Professionnel en Commande Publique                     |
| <b>OEC-CI</b>  | Ordre des Experts-Comptables de Côte d'Ivoire                 |
| <b>PME</b>     | Petite et Moyenne Entreprise                                  |
| <b>PPP</b>     | Partenariats Public-Privé                                     |
| <b>RME</b>     | Régime de la Micro-Entreprise                                 |
| <b>RSI</b>     | Réel Simplifié d'Imposition                                   |
| <b>SNRC</b>    | Stratégie Nationale de Renforcement des Capacités             |
| <b>SIGOMAP</b> | Système Intégré de Gestion des Opérations des Marchés Publics |
| <b>UEMOA</b>   | Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine                 |
| <b>UFHB</b>    | Université Félix Houphouët-Boigny                             |

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'année 2024 a enregistré une accélération dans la mise en œuvre des activités du plan stratégique 2023-2025 de l'ANRMP qui vise le renforcement de l'efficacité du système de la commande publique, afin de soutenir son rôle de moteur de la compétitivité et de l'inclusion économiques. Ce plan est bâti autour de quatre axes stratégiques :

- **Impulser la transformation digitale du système de la commande publique (axe 1) ;**
- **Renforcer et exploiter la synergie entre l'ANRMP, les corps de contrôle, les instituts spécialisés et acteurs de son écosystème (axe 2) ;**
- **Renforcer les missions de régulation sur les contrats de partenariat public-privé (axe 3) ;**
- **Assurer l'excellence opérationnelle sur les activités métiers et supports de l'ANRMP (axe 4).**

Les activités réalisées dans le cadre de ces axes stratégiques soutenant les missions de régulation, sont l'objet du présent rapport.

Le programme de la transformation digitale du système de la commande publique qui fait partie des initiatives fortes du plan d'actions stratégiques ci-dessus rappelé, a effectivement démarré en 2024 avec l'élaboration des cahiers de charges administratives, techniques et financières du projet de dématérialisation des processus-métiers de l'ANRMP.

Les cadres d'échanges et de partage d'informations ont été mis en place avec la

Cellule d'Evaluation et Audit des Dépenses Publiques (CEADP) de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) et l'Inspection Générale et Audit du Trésor (IGAT) de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), dans le cadre de l'initiative liée au renforcement et à l'exploitation de la synergie entre l'ANRMP, les corps de contrôle, les instituts spécialisés et acteurs de son écosystème. Cette collaboration entre nos structures a contribué à l'optimisation de la gestion des audits à travers l'exploitation des rapports desdites structures. En outre, les partenariats avec les instituts spécialisés tels que le cabinet SETYM International du Canada, l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INPHB) de Yamoussoukro, l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat) et la coopération avec l'Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ), ont permis d'obtenir des résultats tangibles tels que l'accréditation de 365 acteurs en qualité de « Manager Spécialiste en Passation des Marchés », l'ouverture du Master Professionnel en Commande Publique (MPCP) et l'élaboration des guides d'utilisateurs des candidats aux appels d'offres.

Quant à l'objectif de renforcement des missions de régulation sur les contrats de partenariat public-privé, la période sous revue a enregistré la formation des agents de l'ANRMP dans le cadre du premier niveau du Programme de Certificat Partenariats Public-Privé afin de mieux les outiller pour assurer les attributions qui sont les leurs.

Ce programme a porté sur l'introduction et la délimitation du concept des partenariats public-privé, la participation privée à la réalisation des infrastructures et services publics, le champ d'application des partenariats public-privé, l'intérêt des partenariats public-privé, la structure type d'un projet des partenariats public-privé, les stratégies de financement d'un partenariat public-privé, les risques d'échec d'un projet de partenariat public-privé. Parallèlement, 450 représentants de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile ont été informés et sensibilisés, sur le rôle du régulateur dans le processus de conduite des opérations liées aux contrats PPP.

L'amélioration de l'excellence opérationnelle sur les activités métiers et supports de l'ANRMP a soutenu les résultats notables atteints en matière d'audit des marchés publics et de renforcement des capacités des acteurs. En effet, le pourcentage de marchés publics audités est passé de 7% en moyenne sur la période 2018-2022 à 34% en 2023 et 43% en 2024, contribuant ainsi à une amélioration significative de la qualité des conclusions des audits. Les taux de mise en œuvre des recommandations issues des audits ont progressé à 94%.

Quant au renforcement des capacités des acteurs, l'ANRMP a poursuivi les sessions de sensibilisation des acteurs qui ont touché 1080 acteurs provenant de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile. En outre, le programme d'accréditation professionnelle s'est poursuivi portant l'effectif des acteurs accrédités au

Certificat de Spécialiste en Passation des Marchés Publics à 365 personnes. Cet objectif de renforcement de capacités des acteurs, a également été marqué en 2024 par le lancement officiel du programme de formation diplômante de Master Professionnel en Commande Publique (MPCP), en partenariat avec l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny de Yamoussoukro (INP-HB).

Dans le cadre des études et de la définition des politiques, l'initiative de l'évaluation du système national des marchés publics selon la méthodologie d'évaluation MAPS II, prise par l'ANRMP avec l'appui technique de la Banque Africaine de Développement, a été sanctionnée par la certification et la publication par le Secrétariat Technique de la MAPS du rapport de ladite évaluation. Les recommandations de ce rapport feront l'objet d'analyse et le cas échéant, de formulation de mesures de réforme en vue de renforcer ou du moins maintenir, notre système en ligne avec les standards internationaux.

Concernant la gestion des contentieux, l'ANRMP a rendu 279 décisions sur la base de 90 recours en contestation, 75 dénonciations, 3 auto-saisines, 14 recours gracieux non suivi de recours effectifs devant l'ANRMP et 1 demande de réhabilitation. Les contenues des décisions rendues, se résument comme suit : Cent trente-six (136) décisions déclarant la recevabilité des recours, dix-neuf (19) pour celles jugées irrecevables, trente-neuf (39) décisions pour les recours bien fondés dont dix (10) ont abouti à l'annulation de la procédure, vingt-six (26) ont conduit à la reprise des résultats des

jugements des offres, et trois (3) décisions ont ordonné la reprise de la séance d'ouverture des plis, quarante-quatre (44) ont débouté les demandeurs au motif que leurs recours n'étaient pas justifiés, dix-huit (18) décisions ont prononcé la levée de suspension de procédure, sept (7) décisions ont constaté le désistement aux recours, quatre (4) décisions ont déclaré les recours sans objet, une (1) décision ayant déclaré l'ANRMP incompétente, une (1) décision de réhabilitation et dix (10) décisions qui ont exclu dix-sept (17) entreprises de toute participation à un marché public pour deux (2) ans, pour introduction dans les offres, de documents comportant des inexactitudes délibérées.

Les résultats, objet de ce rapport, témoignent de la contribution de l'Organe de régulation à l'amélioration de l'efficacité et de la modernisation du système de la commande publique, en vue du renforcement de son rôle de moteur d'une économie compétitive et inclusive. En effet, la progression de plus de trente-cinq (35) points de pourcentage de la taille de l'échantillon des audits réalisés entre 2022 et 2024, conjuguée à la mise en œuvre quasi intégrale (94%) des recommandations issues de ces audits, illustrent un engagement manifeste des parties prenantes en faveur du renforcement de la conformité du

système aux procédures de passation des marchés. En outre, le renforcement des capacités de près de mille (1000) opérateurs économiques au cours des deux dernières années du plan stratégique en cours, a contribué à augmenter de 8 points de pourcentage le taux de recours jugés bien fondés, passant de 20% en 2023 à 28% en 2024, traduisant ainsi une bonne connaissance des règles et procédures des marchés publics.

Aussi, le nombre d'entreprises exclues de toute participation aux marchés publics pour des pratiques frauduleuses ou assimilées, a enregistré un recul au cours de la période considérée, attestant d'une amélioration des connaissances des acteurs sur les règles d'éthique et de déontologie de la commande publique. En effet, 17 entreprises ont été exclues en 2024 à la suite de 78 dénonciations, contre 28 entreprises exclues pour 49 dénonciations en 2023.

En 2025, l'ANRMP entend consolider ces acquis, en finalisant les activités prévues au plan stratégique 2023-2025 et traçant les axes prioritaires pour la mandature 2025-2027 du Conseil de régulation, en lien avec les objectifs du Gouvernement en matière de la gestion de la commande publique.



# Notre Vision

ŒUVRER À L'AMÉLIORATION  
DES PERFORMANCES GLOBALES  
DU SYSTÈME DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE EN CÔTE D'IVOIRE, AVEC  
TOUTES LES PARTIES PRENANTES.

# INTRODUCTION

L'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) est créée par l'Ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'Institution, Ordonnance ratifiée par la Loi n°2020-484 du 14 août 2020. Conformément aux dispositions de cette Ordonnance, l'ANRMP assure les missions de régulation qui peuvent se résumer sous trois axes :

## **(i) Missions de prévention à travers les activités :**

- de réformes et de définition de stratégies d'amélioration du système de la commande publique ;
- de définition et de mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités des acteurs du système ;

## **(ii) Missions de veille du respect des textes de lois et règlements durant le processus de passation des marchés au moyen des activités :**

- de règlement des différends et litiges nés à l'occasion des procédures de passation et de contrôle de la commande publique ;
- des sanctions ou propositions de sanctions à l'encontre des acteurs privés ou publics reconnus coupables de violation de la réglementation de la commande publique ;
- de conciliations des parties liées par un marché public, le cas échéant, en matière d'exécution et de règlement des commandes publiques ;

## **(iii) Missions de contrôle et de suivi consistant à :**

- réaliser des audits indépendants de la passation et de l'exécution des commandes publiques ;
- assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations faites ;
- assurer le suivi des décisions prises dans le cadre du règlement des litiges.

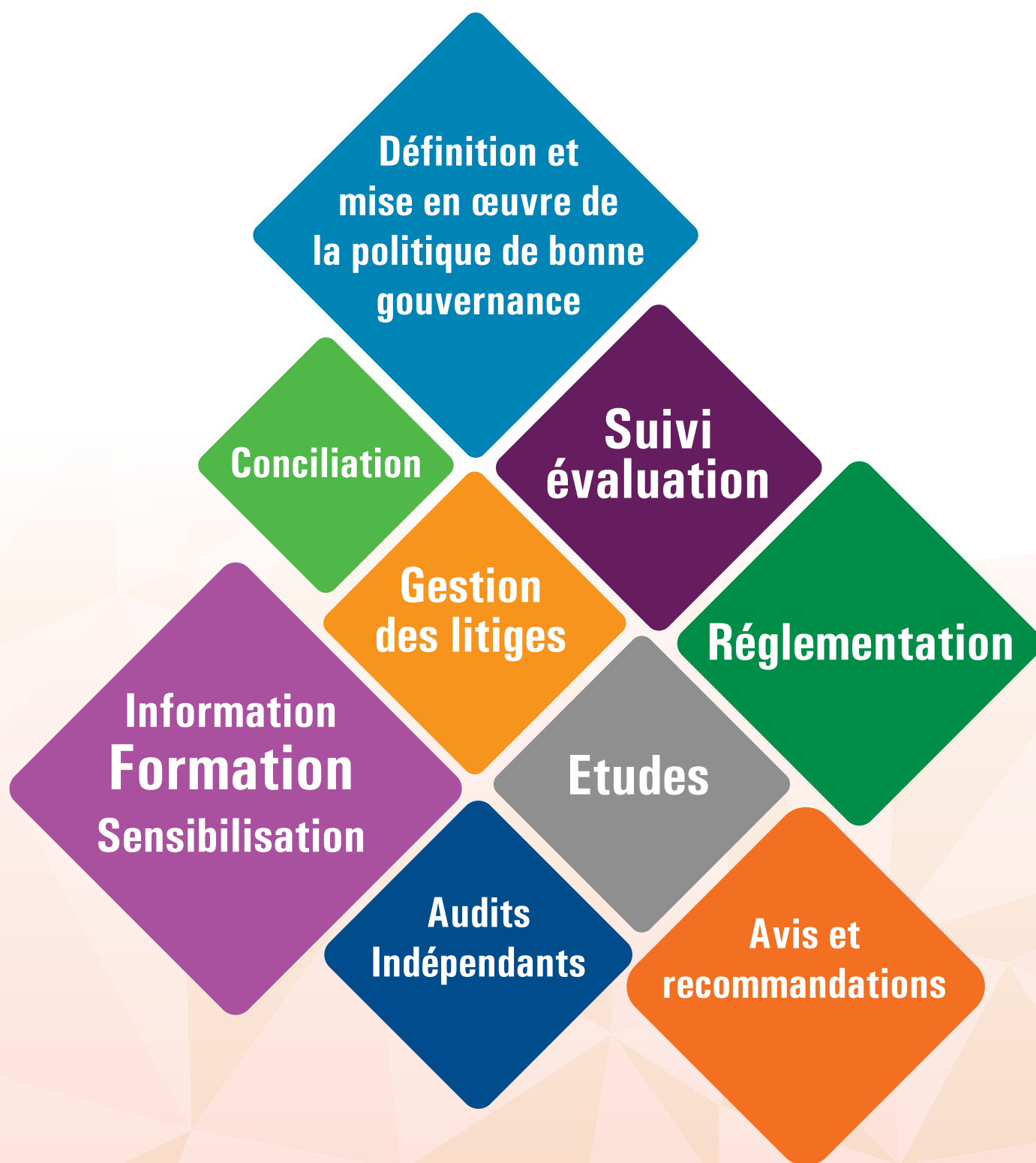
Les activités réalisées au cours de l'année 2024, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique pour la période 2023-2025 qui vise à impulser la construction d'un système de la commande publique moderne et efficace, moteur d'une économie compétitive et inclusive, dont les axes prioritaires sont :

- Impulser la transformation digitale du système de la commande publique (axe 1)
- Renforcer et exploiter la synergie entre l'ANRMP, les corps de contrôle, les instituts spécialisés et acteurs de son écosystème (axe 2)
- Renforcer les missions de régulation sur les contrats de partenariat public-privé (axe 3)
- Assurer l'excellence opérationnelle sur les activités métiers et supports de l'ANRMP (axe 4).

Le rapport contient également les activités de gestion des recours et différends dans les marchés publics.



## Notre champ de compétences



*Agir ensemble pour la transparence et l'équité dans les marchés publics*

## PARTIE I

---

# ACTIVITES DU PLAN STRATEGIQUE 2023-2025

# NOTRE PLAN STRATÉGIQUE

## VISION

« Impulser la construction d'un système de la commande publique moderne et efficace, moteur d'une économie compétitive et inclusive »

### AXES

### INITIATIVES

1

Impulser la transformation digitale du système de la commande publique

1.1

Concevoir la stratégie digitale de la commande publique

1.2

Dématérialiser les activités de régulation

2

Renforcer et exploiter la synergie entre l'ANRMP, les corps de contrôle, les instituts spécialisés et les acteurs de son écosystème

2.1

Créer un cadre d'échange d'informations avec les corps de contrôle de l'Etat afin de capitaliser mutuellement sur les données disponibles

2.2

Mettre en place un cadre de collaboration entre l'ANRMP et les structures en charge des PME

2.3

Créer un cadre de collaboration entre l'ANRMP, des instituts spécialisés adéquats ainsi que certains acteurs de son écosystème en vue de bénéficier de leur expertise dans la conduite de ses missions

3

Renforcer les missions de régulation sur les contrats de partenariats public-privé

3.1

Procéder à la réforme du cadre institutionnel et réglementaire des Partenariats Public-Privé

3.2

Renforcer les capacités du personnel dans le domaine des contrats PPP

3.3

Assurer la sensibilisation des acteurs sur le rôle du régulateur dans les contrats PPP

4

Assurer l'excellence opérationnelle sur les activités métiers et supports de l'ANRMP

4.1

Accroître le volume des activités d'audit de l'ANRMP

4.2

Mettre en œuvre les plans de renforcement des capacités et de définition des politiques

4.3

Renforcer les capacités du personnel pour une meilleure prise en main des missions de régulation de l'ANRMP

4.4

Mettre en place un dispositif de suivi de la commande publique

4.5

Moderniser les processus supports via la dématérialisation

## 1.1.

### AXE STRATÉGIQUE 1 « IMPULSER LA TRANSFORMATION DIGITALE DU SYSTÈME DE LA COMMANDE PUBLIQUE »

Dans un contexte mondial en pleine évolution, où la digitalisation s'impose comme un levier incontournable pour l'efficacité des administrations publiques, l'ANRMP a inscrit la transformation digitale du système de la commande publique comme un axe stratégique majeur de son plan d'actions. Cet objectif vise à moderniser le processus de régulation des marchés publics, tout en favorisant l'accessibilité et la traçabilité des informations. À travers des actions concrètes et innovantes, l'ANRMP entend renforcer l'intégration des technologies numériques dans la gestion de la commande publique, pour améliorer l'efficacité et la transparence du système des marchés publics, afin de contribuer à une gestion publique plus performante.

Cet axe stratégique comporte deux (2) initiatives, à savoir :

**(i) Concevoir la stratégie digitale de la commande publique :** Cette initiative vise à concevoir le schéma directeur de transformation digitale du système de commande publique. Cet objectif se réalise en deux phases.

| Objectif général                                                                           | Objectif spécifique 2024                                                                                                                                                                 | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                      | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Elaborer le schéma directeur de transformation digitale du système de la commande publique | Réalisation des 2 premières phases de l'élaboration du schéma directeur : <ul style="list-style-type: none"><li>• Faire le cadrage du projet ;</li><li>• Analyse de l'existant</li></ul> | La première phase relative au cadrage du projet a été finalisée le 20 juin 2024.<br><br>La seconde phase portant sur l'analyse des systèmes d'information et de métier existants est en cours depuis le 12 juillet 2024. | 50%                                               |

**(ii) Dématérialiser les activités de régulation :** L'initiative vise la dématérialisation des activités métiers de l'ANRMP, à savoir, la formation des acteurs, la gestion des recours et la gestion des audits. Les cahiers de charges pour la dématérialisation des activités métiers ont été finalisés. La seconde étape prévue pour 2025 consiste au démarrage de la gestion dématérialisée des litiges et dénonciations ainsi que des autosaisines.

| Objectif général                                                                                 | Objectif spécifique 2024                                                                      | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                    | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Dématérialiser à 100% les activités de formation, de gestion des recours et sanctions et d'audit | Rédaction des cahiers de charges pour la dématérialisation des recours et sanctions et audits | Les projets de cahiers de charges ont été produits le 21 novembre 2024 | 100%                                              |

**Encadré 1 : Prévisions 2025 de l'axe stratégique 1 « Impulser la transformation digitale du système de la commande publique »**

L'élaboration du schéma directeur de la transformation digitale du système de la commande publique, est prévu au titre de l'année 2025 avec la finalisation de l'analyse de l'existant et la mise à disposition du schéma directeur.

Relativement à la dématérialisation des activités de formation, de gestion des recours et sanctions et d'audit, il s'agira en 2025 de finaliser la sélection d'un cabinet IT expert en dématérialisation et le début de la dématérialisation des recours et sanctions ainsi que des audits.

1.2.

**AXE STRATÉGIQUE 2 « RENFORCER ET EXPLOITER LA SYNERGIE ENTRE L'ANRMP, LES CORPS DE CONTRÔLE, LES INSTITUTS SPÉCIALISÉS ET ACTEURS DE SON ÉCOSYSTÈME »**

Cet axe stratégique vise à renforcer le cadre d'échanges entre l'ANRMP et les corps de contrôle ainsi que les instituts spécialisés de son écosystème. Cette collaboration renforcée est essentielle pour assurer une supervision cohérente, une meilleure coordination des actions et une gestion optimale des ressources et outils de régulation de la commande publique. Les activités menées sous cet axe ont pour objectif de favoriser une approche intégrée et collaborative en matière d'audit et de définition des politiques, afin de garantir une régulation plus efficace des marchés publics. Cet axe se décline en trois (3) initiatives :

**(i) Créer un cadre d'échanges d'informations avec les corps de contrôle de l'État afin de capitaliser mutuellement les données et informations disponibles :** Pour la gestion 2024, l'ANRMP s'est fixée pour objectif d'améliorer les pratiques et outils de régulation par la prise en compte des informations issues du cadre de travail collaboratif avec les corps de contrôle de l'État. Le point de réalisation de cette action est résumé dans le tableau ci-dessous.

| Objectif général                                                                                              | Objectif spécifique 2024                                                                                                                                             | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                                                                          | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Réaliser 100% du plan triennal de sensibilisation autour de l'importance des synergies dans l'action publique | Sensibiliser l'IGAT et Etablir un cadre de collaboration avec deux corps de contrôle                                                                                 | Un cadre de collaboration a été mis en place avec l'Inspection Générale et Audit du Trésor (IGAT) de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) suite à la sensibilisation et avec la CEADP                                                                      | 100%                                              |
| Opérationnaliser un cadre formel d'échange d'informations entre l'ANRMP                                       | Améliorer les pratiques et outils de régulation par la prise en compte des informations issues du cadre de travail collaboratif avec les corps de contrôle de l'Etat | Les échanges avec la Cellule d'Evaluation et Audit des Dépenses Publiques (CEADP) de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) ont permis à l'Organe de régulation d'exploiter les rapports d'audits de cette structure dans le cadre de l'élaboration de son programme d'audit | 100%                                              |

**(ii) Mettre en place un cadre de collaboration entre l'ANRMP et les structures en charge des PME :**  
 Dans le cadre de cette initiative, l'ANRMP s'est donné pour objectif d'améliorer la compréhension des acteurs des PME sur le fonctionnement du système de la commande publique.

| Objectif général                                                                                      | Objectif spécifique 2024                                                | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Améliorer le niveau de compréhension des PME sur le fonctionnement du système de la commande publique | Planifier et réaliser les actions de renforcement des capacités des PME | <p>Sessions de renforcement des capacités à l'intention des :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>entreprises artisanales de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire avec un taux de participation de 89% de la cible et de satisfaction de 97%,</li> <li>cabinets d'experts-comptables de l'Ordre des Experts-Comptables de Côte d'Ivoire, (la participation de la cible s'est établie à 152 sur 154 personnes attendues) et l'évaluation immédiate de la formation indique un taux de satisfaction de 98%</li> <li>entreprises commerciales de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire avec la participation de 100 opérateurs économiques provenant de tous les districts autonomes et un taux de satisfaction exprimé par 98% des participants.</li> <li>PME ont été formées à l'élaboration des offres techniques et financières avec une participation de 205 représentants des entreprises et un taux de satisfaction de 98 % noté</li> </ul> | 100%                                              |

**(iii) Créer un cadre de collaboration entre l'ANRMP, des instituts spécialisés adéquats ainsi que certains acteurs de son écosystème en vue de bénéficier de leur expertise dans la conduite de ses missions :**

| Objectif général                                                                                    | Objectif spécifique 2024                                    | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Mettre en place un cadre de collaboration en matière de régulation avec au moins 5 partenaires clés | Mettre en place le cadre de collaboration avec 2 structures | <p>Cadre de collaboration établi avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le cabinet SETYM International pour la mise en œuvre du programme d'accréditation professionnelle</li> <li>l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat) pour la mise à disposition et exploitation des statistiques sur le secteur privé.</li> <li>l'INPHB de Yamoussoukro pour la conception pour la conception et le développement des outils pédagogiques de Master Professionnel en Commande Publique (MPCP)</li> <li>l'Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ) pour l'élaboration des guides des candidats aux appels d'offres et la formation des PME</li> </ul> | 100%                                              |

## Encadré 2 : Prévisions 2025 sur l'axe stratégique 2 « Renforcer et exploiter la synergie entre l'ANRMP, les corps de contrôle, les instituts spécialisés et acteurs de son écosystème »

Au titre du plan triennal de sensibilisation autour de l'importance des synergies dans l'action publique, il est prévu en 2025 de poursuivre la formalisation et le renforcement du cadre de collaboration avec les corps de contrôle d'Etat, notamment avec les services d'inspection de trois (3) ministères techniques. L'ANRMP poursuivra l'exploitation des données de la CEADP et de l'IGAT dans le cadre d'échange formel d'informations avec les corps de contrôle de l'Etat dans la réalisation des audits de la commande publique.

S'agissant de l'objectif qui vise à améliorer le niveau de compréhension sur le fonctionnement du système de la commande publique, l'ANRMP prévoit de poursuivre en 2025 la formation au profil des PME.

Concernant le cadre de collaboration en matière de régulation avec au moins 5 partenaires clés, l'ANRMP prévoit, en 2025, d'établir des partenariats avec 2 structures : la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD).

### 1.3.

## AXE STRATÉGIQUE 3 « RENFORCER LES MISSIONS DE RÉGULATION SUR LES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ »

L'ANRMP a renforcé son appropriation des missions de régulation sur les PPP, qui se traduit par les actions ci-après :

(i) **Procéder à la transposition dans la législation nationale** de la Directive n°01/2022/CM/UEMOA relative au cadre juridique et institutionnel des PPP dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

| Objectif général                                                                                                                                                        | Objectif spécifique 2024                                                                                                         | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                        | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Transposer la directive n°01/2022/CM/UEMOA portant cadre Juridique et Institutionnel des Partenariats Public-Privé dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine | Sélectionner un cabinet en vue de l'étude diagnostique de l'environnement des PPP de la CI pour la transposition de la directive | Le groupement BPL PROJECT EXPERTS SAS/ESPELIA/EY SOCIÉTÉ D'AVOCATS est attributaire du contrat pour un délai d'exécution de six mois. La mission du cabinet débute en 2025 | 100%                                              |



**(ii) Renforcer les capacités du personnel dans le domaine des contrats PPP :** L'Organe de régulation a mis en œuvre le plan de renforcement des capacités de ses agents sur les contrats de Partenariats Public-Privé (PPP).

| Objectif général                                                                                      | Objectif spécifique 2024                                                       | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                             | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Exécuter à 100% le plan de renforcement des capacités du personnel de l'ANRMP dans le domaine des PPP | Exécuter le plan de renforcement des capacités sur les contrats PPP (niveau 1) | Un programme de certification par un cabinet international des agents de l'ARNMP a été établi. Au titre de l'année 2024, deux sessions de formation ont été réalisées dont l'une du 15 au 26 juillet 2024 et l'autre du 9 au 13 septembre 2024. | 100%                                              |

**(iii) Assurer la sensibilisation des acteurs sur le rôle de régulateur dans les contrats PPP :**

| Objectif général                                                                                               | Objectif spécifique 2024                                                                                                | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Mettre en œuvre à 100% le plan de sensibilisation sur le rôle du régulateur dans les Partenariats Public-Privé | Introduire des modules spécifiques au rôle de l'ANRMP dans les PPP lors des sessions de formation et de sensibilisation | Plus de 450 représentants de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile ont été sensibilisés sur le rôle de régulateur dans les contrats PPP lors des sessions de sensibilisation des acteurs des Districts Autonomes des Lacs, des Montagnes, de Sassandra-Marahoué et de Yamoussoukro, réalisées en juin 2024 à Yamoussoukro | 100%                                              |

### Encadré 3 : Prévisions 2025 de l'axe stratégique 3 « Renforcer les missions de régulation sur les contrats de partenariat public-privé »

Sur l'axe stratégique 3, relatif à la transposition de la directive n°01/2022/CM/UEMOA portant cadre Juridique et Institutionnel des Partenariats Public-Privé dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, l'Organe de régulation prévoit d'achever l'étude diagnostique de l'environnement des PPP en Côte d'Ivoire et de démarrer la transposition de la directive communautaire.

Sur l'objectif lié à la mise en œuvre à 100% du plan de renforcement des capacités du personnel de l'ANRMP dans le domaine des PPP, il s'agira en 2025, de poursuivre le programme de certification internationale des agents de l'ANRMP et d'étendre ce programme aux membres du Conseil de régulation.

Le plan d'information et de sensibilisation sur le rôle du régulateur dans le processus des PPP mis en œuvre en collaboration avec le CNP-PPP, concerne les acteurs de l'administration publique et du secteur parapublic, ceux du secteur privé et de la société civile.

## 1.4.

### AXE STRATÉGIQUE 4 « ASSURER L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE SUR LES ACTIVITÉS MÉTIERS ET SUPPORTS DE L'ANRMP »

Cet axe stratégique vise à mettre en place des mécanismes, des pratiques et des ressources adéquats pour renforcer la performance de l'Autorité. Ainsi, à travers une gestion proactive de la digitalisation des processus et de la formation continue de son personnel, l'ANRMP œuvre pour répondre aux besoins croissants des acteurs du secteur public et privé en matière de régulation de la commande publique. Ainsi, cinq initiatives ont été identifiées pour cet axe : (i) Renforcer le champ d'audit de l'ANRMP, (ii) Mettre en œuvre les plans de renforcement des capacités et de définition des politiques, (iii) Renforcer les capacités du personnel pour une meilleure prise en main des missions de l'ANRMP, (iv) Mettre en place un dispositif de suivi de la commande publique et (v) Moderniser les processus supports au moyen de la digitalisation.

**(i) Renforcer le champ d'audit de l'ANRMP :** L'ANRMP poursuit plusieurs objectifs stratégiques dans le cadre de l'audit des marchés publics.

| Objectif général                                                                                      | Objectif spécifique 2024                                                       | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                               | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Auditer 50% en nombre de marchés passés au titre de l'année précédente                                | Auditer 35% en nombre de marchés passés au titre de l'année précédente         | 2 839 marchés ont été audités en 2024, représentant 43% des marchés passés en 2023                                                                                                                                                                | 100%                                              |
| Internaliser l'audit d'au moins 1% de l'échantillon des marchés passés au titre de l'année précédente | Internaliser au moins 1% des audits                                            | 45 marchés ont été audités par les auditeurs internes de l'ANRMP, soit 1,6% de l'ensemble des marchés audités en 2024, dont 22 marchés de l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) et 23 marchés de l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE). | 100%                                              |
| Assurer un taux de mise en œuvre de 100% des recommandations issues des audits                        | Assurer un taux de mise en œuvre de 100% des recommandations issues des audits | Le taux de mise en œuvre des recommandations de l'audit 2021 est de 94%                                                                                                                                                                           | 94%                                               |

**(ii) Mettre en œuvre les plans de renforcement des capacités et de définition des politiques :** Cette initiative vise à réaliser à 100% les actions de définition des politiques et de renforcement des capacités des acteurs, prévues sur la période couverte par le plan.

| Objectif général                                                                                                                                                                     | Objectif spécifique 2024                                                   | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Réaliser 100% du plan de renforcement des capacités prévues au titre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de renforcement des capacités dans le domaine des marchés publics | Mettre en œuvre 100% des activités des plans de renforcement des capacités | 8 programmes de formation ont été réalisés sur 8 planifiés soit (100%) concernant neuf cent quatre-vingts (980) acteurs de la commande publique, dont sept cent vingt-deux (722) hommes et deux cent cinquante-huit (258) femmes, issus du secteur public (425), du secteur privé (505) et de la société civile (50). Ces activités de renforcement des capacités ont porté sur : (Voir annexe 2).                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 100%                                              |
| Réaliser 100% du plan de définition des politiques sur la commande publique                                                                                                          | Mettre en œuvre 100% des activités de définition des politiques            | 7 activités planifiées ont été réalisées sur 8, à savoir, le rapport d'activités 2023, le rapport général sur la commande publique de l'année 2023, l'évaluation à mi-parcours du programme d'accréditation professionnelle des acteurs de la commande publique, la validation de la maquette pédagogique du Master Professionnel en Commande Publique (MPCP), la conception des syllabus des modules de formation et la formation des enseignants du MPCP, et l'examen des marchés de type particulier (Accord-cadre, marchés clé en main et marchés de GENIS), l'élaboration des Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) et de Cahiers des Clauses Environnementales et Sociales (CCES). | 100%                                              |

**(iii) Impulser la montée en puissance de façon progressive sur la mise en œuvre des missions de régulation de l'ANRMP.**

| Objectif général                                                                                            | Objectif spécifique 2024                               | Etat d'exécution de l'objectif 2024                        | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Renforcer les capacités du personnel pour une meilleure prise en main des missions de régulation de l'ANRMP | Déployer à 100% le plan de formation du personnel 2024 | 14 actions de formation planifiées et 12 actions réalisées | 86%                                               |

(iv) **Mettre en place un dispositif de suivi de la commande publique.** Conformément à l'Ordonnance n°2018-594, l'ANRMP élabore et publie le rapport général sur la commande publique.

| Objectif général                                                                            | Objectif spécifique 2024                                        | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Assurer l'élaboration et la publication annuelle du rapport général de la commande publique | Elaborer et publier le rapport général sur la commande publique | L'édition 2024 du rapport, couvrant la gestion 2023, a été élaboré par l'Organe de régulation, en collaboration avec la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP) et le Comité National de Pilotage des Partenariats Public-Privé (CNP-PPP). Il a été publié sur le site internet de l'ANRMP le 10 décembre 2024, puis distribué à vingt-cinq (25) institutions de la République, structures de contrôle, ministères ; deux (2) partenaires techniques ; trente-deux (32) structures en charge du secteur privé, faitières et associations professionnelles. | 100%                                              |

(v) **Moderniser les processus supports via la dématérialisation.** Dans le cadre de la dématérialisation progressive de l'ensemble des processus identifiés de l'ANRMP (ressources humaines, patrimoine, formation, recours et sanctions, audit), deux (2) avancées notables ont été obtenues en 2024.

| Objectif général                             | Objectif spécifique 2024                                 | Etat d'exécution de l'objectif 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Taux de réalisation de l'objectif spécifique 2024 |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Dématérialiser 100% des processus identifiés | Rendre disponible les cahiers de charge des processus RH | Les projets de cahiers de charges des processus des ressources humaines ont été rendu disponibles le 30 novembre 2024. Les modules relatifs à la gestion des courriers, des archivages, des congés et absences, et à l'évaluation du personnel, ont été mis en exploitation. La mise en exploitation du module gestion du patrimoine prévue avant le 30 janvier 2025. | 50%                                               |

#### **Encadré 4 : Prévisions 2025 de l'axe stratégique 4 « Assurer l'excellence opérationnelle sur les activités métiers et supports de l'ANRMP »**

L'objectif d'auditer 50% en nombre de marchés passés au titre de l'année précédente de l'axe stratégique 4, vise en 2025, l'audit d'au moins 40% en nombre de marchés approuvés.

Quant à l'objectif d'internaliser l'audit d'au moins 1% de l'échantillon des marchés passés au titre de l'année précédente, l'ANRMP se projette d'en faire le double du plancher à savoir 2 % de l'échantillon des marchés passés en 2024. En outre, il est prévu d'assurer une mise en œuvre intégrale des recommandations issues des audits.

Relativement à l'objectif de renforcement des capacités prévues au titre du plan stratégique 2023-2025 de l'ANRMP, l'Organe de régulation envisage, en 2025, de mettre en œuvre au terme de la période du plan, l'entièreté des activités de renforcement des capacités et de définition des politiques planifiés.

Sur l'objectif renforcer les capacités du personnel pour une meilleure prise en main des missions de régulation de l'ANRMP, il s'agira en 2025, de déployer les onze (11) actions de formation planifiées pour le personnel. De même, l'ANRMP prévoit d'assurer la publication du rapport général de la commande publique pour la gestion 2024.

Au titre de l'objectif visant à dématérialiser 100% des processus identifiés, il est prévu en 2025, la sélection un cabinet IT pour la dématérialisation du processus support RH, le démarrage de la dématérialisation du support processus RH et la finalisation du module gestion du patrimoine de l'intranet de l'ANRMP.

## PARTIE II

---

# ACTIVITES CLES HORS PLAN STRATEGIQUE

## 2.1.

### LES RECOURS DEVANT LA CELLULE RECOURS ET SANCTIONS (CRS)

La CRS a enregistré deux cent un (201) recours dont quatre-vingt-neuf (89) recours aux fins de règlement de litige, soixante-douze (72) dénonciations, vingt-deux (23) demandes aux fins de conciliation, trois (3) autosaisines et quatorze (14) recours gracieux non poursuivis.

L'ensemble de ces recours ont donné lieu à deux cent soixante-dix-neuf (279) sessions. Au cours de ces sessions, il a été rendu deux cent soixante-dix-neuf (279) décisions, dont cent quarante-trois (143) ont porté sur des travaux, soixante-neuf (69) sur des fournitures, vingt (20) ont porté sur les prestations intellectuelles et quarante-sept (47) sont afférentes à des services courants.

| Type de marché              | Nombre de décisions rendues |
|-----------------------------|-----------------------------|
| Travaux                     | 143                         |
| Fournitures                 | 69                          |
| Prestations intellectuelles | 20                          |
| Services courants           | 47                          |
| <b>Total</b>                | <b>279</b>                  |

Les décisions rendues se partissent entre les décisions sur la forme dont cent trente-six (136) concernent les recours recevables et dix-neuf (19) se rapportent aux recours jugés irrecevables.

Concernant les cent trente-six (136) décisions jugeant les recours recevables, trente-neuf (39) décisions ont déclaré les recours bien fondées dont dix (10) ont abouti à l'annulation de la procédure, vingt-six (26) ont conduit à la reprise des résultats et trois (3) n'ont abouti à aucune annulation, quarante-quatre (44) ont débouté les demandeurs au motif que leurs recours n'étaient pas justifiés, dix-huit (18) décisions ont prononcé la levée de suspension de procédure, sept (7) décisions de désistement de recours, quatre (4) décisions ont déclaré les recours sans objet, une (1) décision a déclaré l'ANRMP incompétente, une (1) décision a conduit à la réhabilitation d'entreprise sanctionnée et dix (10) décisions ont exclu dix-sept (17) entreprises de toute participation à un marché public pour deux (2) ans. Comparativement à 2023 où l'on a enregistré 28 entreprises exclues sur la base de 49 dénonciations, il en ressort qu'il y a une nette réduction du nombre d'entreprises ayant écopé d'une sanction.

| Décisions rendues         | Nombre     |
|---------------------------|------------|
| Recevabilité              | 136        |
| Irrecevabilité            | 19         |
| Bien fondée (Annulations) | 39         |
| Bien fondée (Exclusions)  | 10         |
| Mal fondée                | 44         |
| Levée de suspension       | 18         |
| Incompétence              | 1          |
| Réhabilitation            | 1          |
| Désistement               | 7          |
| Sans objet                | 4          |
| <b>Total</b>              | <b>279</b> |

Le traitement des demandes de conciliation a donné les résultats suivants : douze (12) dossiers ont été clôturés (non-conciliation tacite) ; 01 conciliation ; 10 dossiers en cours. Sur le total de vingt-trois (23) dossiers reçus, treize (13) ont porté sur des demandes de recouvrement de créance pour un montant total d'un milliard deux cent soixante-dix-neuf millions quatre cent treize mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit (1.279.413.598 FCFA).

## 2.2.

### LES RECOURS DEVANT LE COMITÉ DE RÈGLEMENT ADMINISTRATIF (CRA)

Le CRA a enregistré un (01) recours et une (01) auto-saisine au cours de l'année 2024. Le recours, exercé par l'orphelinat de garçons de Bingerville, est relatif à une dénonciation d'une violation de la réglementation des marchés publics, qu'aurait commis la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP). Après instruction du dossier, la dénonciation a été déclarée mal fondée. Quant à l'auto-saisine, elle est consécutive à des actes de faux et usage de faux, commis au sein de la cellule de passation des marchés publics du Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) par le spécialiste en passation des marchés. Dans l'avis rendu le 13 novembre 2024, le CRA a recommandé l'exclusion définitive de toute participation aux procédures de marchés publics du mis en cause, sans préjudice de poursuites pénales qui pourront être engagées contre lui.

## 2.3.

### LISTE ROUGE DES ENTREPRISES SOUS SANCTIONS

Lorsqu'un marché est résilié pour faute ou pour nécessité de service, une copie de l'arrêté prononçant la résiliation du marché est transmise à l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics. Lorsque la résiliation est prononcée pour une faute commise par le titulaire du marché, celui-ci est sanctionné de l'exclusion de toute participation aux procédures de passation de marché pour deux (02) ans, et sa raison sociale est inscrite sur la liste rouge. Cette sanction est publiée par l'ANRMP sur son site internet, dans l'onglet « Liste rouge ». Lorsque l'entreprise a purgé sa peine, elle est retirée de la liste rouge. Ainsi, durant la gestion 2024, trente (30) entreprises ont fait l'objet de sanction d'exclusion de participation aux marchés publics pour une période de deux ans et inscrites sur la liste rouge tenue par l'ANRMP, dont treize (13) à l'issue d'une résiliation pour faute et dix-sept (17) à la suite d'une décision rendue par l'ANRMP. Trente-neuf (39) entreprises ont été retirées de la liste rouge dont trente-huit (38) pour fin de délai de sanction et une (01) ayant bénéficié d'une réhabilitation par décision n°112/2024/ANRMP/CRS du 02 août 2024.

## 2.4.

### LES RECOURS DEVANT LE CONSEIL D'ETAT

Les décisions rendues par l'ANRMP peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat (CE), conformément à l'article 148 du Code des marchés publics. Cependant ce recours ne suspend pas la décision rendue par l'ANRMP. Au titre de l'année 2024, une seule décision de l'ANRMP a fait l'objet d'un recours aux fins de sursis à exécution, à l'effet d'obtenir la suspension de son exécution, en attendant que le Conseil d'Etat qui a été saisi d'un recours pour excès de pouvoir pour demander l'annulation de cette décision vide sa saisine. A titre de rappel, deux requêtes aux fins de sursis à exécution et d'annulation pour excès de pouvoir, ont été exercées en 2023 contre deux (2) décisions rendues par l'ANRMP au cours de ladite année. C'est en 2024 que ces recours ont été notifiés à l'ANRMP et les décisions querellées sont annexées au présent rapport.

## 2.5.

### SENSIBILISATION DES ACTEURS

Le CRA a organisé au cours de l'année 2024, deux (02) séminaires de sensibilisation à l'attention des responsables des cellules de passation des projets cofinancés et des ministères, avec pour thème, « Le Comité de Règlement Administratif (CRA), organe de gestion du contentieux interne à l'Administration publique ». Le premier séminaire tenu à Yamoussoukro du 18 au 20 avril 2024, a permis de former quarante-neuf (49) acteurs des cellules suscitées, sur soixante-dix (70) conviés, soit un taux présence de 70%. Lors du second séminaire organisé à Grand-Bassam du 25 au 27 septembre 2024, cinquante-cinq (55) acteurs publics ont été formés, sur soixante (60), soit un taux présence de 91%.



# CONCLUSION

Au cours de l'année 2024, deuxième année du plan stratégique 2023-2025 de l'ANRMP, la mise en œuvre des initiatives soutenant ledit plan a poursuivi en vue de renforcer la transparence et l'intégrité dans le processus de la commande publique. L'exécution globale des actions planifiées s'est établie à 87% en 2024, contre 85 % l'année précédente. Par ailleurs, afin de surmonter les contraintes identifiées l'ANRMP prévoit, en 2025, de finaliser l'élaboration du schéma directeur de transformation digitale, et d'assurer la mise en œuvre intégrale des recommandations issues des audits réalisés. Dans cette dynamique l'ANRMP a renouvelé sa certification ISO 9001 version 2025, réaffirmant ainsi son engagement en faveur de la qualité et de la confiance des parties prenantes.

Pour la dernière année de mise en œuvre du plan stratégique 2023-2025, les actions suivantes sont prévues :

- procéder à la dématérialisation des activités de gestion des recours et d'audit ;
- poursuivre la formalisation et le renforcement du cadre de collaboration avec les corps de contrôle de l'État ;
- continuer la mise en œuvre des activités visant à renforcer les capacités des PME ;
- réaliser l'étude diagnostique de l'environnement des PPP en Côte d'Ivoire, en vue de la transposition de la Directive n°01/2022/CM/UEMOA ;
- auditer 40% des marchés passés en n-1 et internaliser l'audit de 2% de l'échantillon des marchés passés en n-1.

## Nos chiffres-clés

### FORMATION



**12.530**

**ACTEURS FORMÉS  
DONT 1.080  
EN 2024**

### DÉCISIONS



**1.324**

**DÉCISIONS  
RENDUES  
DONT 281  
EN 2024**

### AUDIT



**15.011**

**MARCHÉS AUDITÉS  
DONT 2.839 AU TITRE  
DE LA GESTION 2024**

*Statistiques au 31 décembre 2024*

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : Liste des autorités contractantes auditées

| N°                                                                                                    | Collectivités                          | Nombres de marchés |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------|
| <b>Audit de l'état d'exécution des marchés des collectivités territoriales de 2002 à 2019 (LOT 1)</b> |                                        |                    |
| 1                                                                                                     | DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN            | 202                |
| 2                                                                                                     | COMMUNE DE PORT BOUET                  | 113                |
| 3                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL DE L'AGNEBY-TIASSA    | 93                 |
| 4                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL DES GRANDS PONTS      | 88                 |
| 5                                                                                                     | COMMUNE DE TREICHVILLE                 | 64                 |
| 6                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL DU GONTOUGO           | 62                 |
| 7                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL DE LA ME              | 61                 |
| 8                                                                                                     | COMMUNE DE COCODY                      | 59                 |
| 9                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL DU SUD COMOE          | 59                 |
| 10                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL DE L'INDENIE-DJUABLIN | 55                 |
| 11                                                                                                    | COMMUNE DU PLATEAU                     | 54                 |
| 12                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL DU MORONOU            | 54                 |
| 13                                                                                                    | COMMUNE DE MARCORY                     | 47                 |
| 14                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL DU BOUNKANI           | 46                 |
| 15                                                                                                    | COMMUNE DE YOPOUGON                    | 42                 |
| 16                                                                                                    | COMMUNE DE KOUMASSI                    | 41                 |
| 17                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL DE L'IFFOU            | 35                 |
| 18                                                                                                    | COMMUNE DE GRAND-BASSAM                | 29                 |
| 19                                                                                                    | CONSEIL GENERAL DE BONDOUKOU           | 29                 |
| 20                                                                                                    | COMMUNE D'ADJAMÉ                       | 27                 |
| 21                                                                                                    | COMMUNE D'ATTECOUBÉ                    | 24                 |
| 22                                                                                                    | COMMUNE D'ABOBO                        | 21                 |
| 23                                                                                                    | COMMUNE D'ADIAKE                       | 20                 |
| 24                                                                                                    | COMMUNE D'ABENGOUROU                   | 18                 |
| 25                                                                                                    | COMMUNE DE BINGERVILLE                 | 16                 |
| 26                                                                                                    | CONSEIL GENERAL D'ABENGOUROU           | 14                 |
| 27                                                                                                    | CONSEIL GENERAL D'ADIAKE               | 14                 |
| 28                                                                                                    | COMMUNE D'ABOISSO                      | 13                 |
| 29                                                                                                    | COMMUNE DE GRAND-LAHOU                 | 13                 |
| 30                                                                                                    | COMMUNE DE BONOUA                      | 12                 |
| 31                                                                                                    | CONSEIL GENERAL DE BOUNA               | 12                 |
| 32                                                                                                    | CONSEIL GENERAL DE TANDA               | 12                 |
| 33                                                                                                    | CONSEIL GENERAL DE TIASSALE            | 11                 |
| 34                                                                                                    | COMMUNE D'ADZOPE                       | 10                 |
| <b>Audit de l'état d'exécution des marchés des collectivités territoriales de 2002 à 2019 (LOT 2)</b> |                                        |                    |
| 1                                                                                                     | DISTRICT AUTONOME DE YAMOUSSOUKRO      | 115                |
| 2                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL DU TONKPI             | 86                 |

| N° | Collectivités                      | Nombres de marchés |
|----|------------------------------------|--------------------|
| 3  | CONSEIL REGIONAL DE SAN-PEDRO      | 83                 |
| 4  | CONSEIL REGIONAL DU HAUT-SASSANDRA | 75                 |
| 5  | CONSEIL REGIONAL DU BELIER         | 73                 |
| 6  | CONSEIL REGIONAL DE LA MARAHOUE    | 67                 |
| 7  | CONSEIL REGIONAL DE LA BAGOUE      | 64                 |
| 8  | CONSEIL REGIONAL DU GOH            | 63                 |
| 9  | CONSEIL REGIONAL DU PORO           | 57                 |
| 10 | CONSEIL REGIONAL DU BERE           | 54                 |
| 11 | CONSEIL REGIONAL DU HAMBOL         | 54                 |
| 12 | CONSEIL REGIONAL DU GUEMON         | 51                 |
| 13 | CONSEIL REGIONAL DU N'ZI           | 49                 |
| 14 | CONSEIL REGIONAL DU LÔH-DJIBOUA    | 48                 |
| 15 | CONSEIL REGIONAL DU TCHOLOGO       | 46                 |
| 16 | CONSEIL REGIONAL DE LA KABADOUGOU  | 44                 |
| 17 | CONSEIL REGIONAL DU WORODOUGOU     | 36                 |
| 18 | COMMUNE DE YAMO USSOUKRO           | 35                 |
| 19 | CONSEIL REGIONAL DE LA NAWA        | 35                 |
| 20 | CONSEIL REGIONAL DU GBOKLE         | 35                 |
| 21 | CONSEIL REGIONAL DE LA CAVALLY     | 34                 |
| 22 | CONSEIL REGIONAL DU GBEKE          | 34                 |
| 23 | CONSEIL REGIONAL DU FOLON          | 32                 |
| 24 | COMMUNE DE DIVO                    | 28                 |
| 25 | COMMUNE DE DALOA                   | 23                 |
| 26 | CONSEIL GENERAL DE SAN-PEDRO       | 22                 |
| 27 | COMMUNE DE SAN-PEDRO               | 16                 |
| 28 | COMMUNE DE SOUBRE                  | 15                 |
| 29 | COMMUNE DE GRAND-BEREY             | 14                 |
| 30 | CONSEIL GENERAL DE BANGOLO         | 14                 |
| 31 | CONSEIL GENERAL DE SOUBRE          | 14                 |
| 32 | COMMUNE DE BUYO                    | 13                 |
| 33 | COMMUNE DE GAGNOA                  | 13                 |
| 34 | COMMUNE D'ISSIA                    | 12                 |
| 35 | CONSEIL GENERAL DE DIMBOKRO        | 12                 |
| 36 | CONSEIL GENERAL DE KATIOLA         | 12                 |
| 37 | CONSEIL GENERAL DE VAVOUA          | 12                 |
| 38 | COMMUNE DE BOUAKE                  | 10                 |
| 39 | COMMUNE DE GUIGLO                  | 10                 |
| 40 | COMMUNE DE KORHOGO                 | 10                 |
| 41 | CONSEIL GENERAL DE TIEBISSOU       | 10                 |

| N°                                                                                                    | Collectivités                                                                                | Nombres de marchés |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <b>Audit de l'état d'exécution des marchés des collectivités territoriales de 2002 à 2019 (LOT 1)</b> |                                                                                              |                    |
| 1                                                                                                     | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES                                                      | 125                |
| 2                                                                                                     | MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE                           | 65                 |
| 3                                                                                                     | MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE                                                    | 149                |
| 4                                                                                                     | MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT                                             | 263                |
| 5                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL PORO                                                                        | 45                 |
| 6                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL HAMBOL                                                                      | 56                 |
| 7                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL TCHOLOGO                                                                    | 38                 |
| 8                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL TONKPI                                                                      | 38                 |
| 9                                                                                                     | CONSEIL REGIONAL BERE                                                                        | 37                 |
| 10                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL BAGOUE                                                                      | 35                 |
| 11                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL KABADOUGOU                                                                  | 33                 |
| 12                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL CAVALLY                                                                     | 31                 |
| 13                                                                                                    | DISTRICT DE YAMOUSSOUKRO                                                                     | 30                 |
| 14                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL DU GOH                                                                      | 28                 |
| 15                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL MARAHOUE                                                                    | 28                 |
| 16                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL FOLON                                                                       | 27                 |
| 17                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL GBOKLE                                                                      | 27                 |
| 18                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL BAFING                                                                      | 24                 |
| 19                                                                                                    | CONSEIL REGIONAL WORODOUGOU                                                                  | 23                 |
| 20                                                                                                    | COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE (CEI)                                                     | 13                 |
| 21                                                                                                    | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE PUBLIQUE (INHP)                                                  | 19                 |
| 22                                                                                                    | CENTRE NATIONAL D'ONCOLOGIE MEDICALE ET DE RADIOTHERAPIE ALASSANE OUATTARA (CNRAO)           | 13                 |
| 23                                                                                                    | UNIVERSITE DE MAN (U-MAN)                                                                    | 14                 |
| 24                                                                                                    | UNIVERSITE DE SAN-PEDRO                                                                      | 23                 |
| 25                                                                                                    | BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT (BNI)                                                      | 21                 |
| 26                                                                                                    | POSTE DE COTE D'IVOIRE (PCI)                                                                 | 11                 |
| 27                                                                                                    | SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES PLANTATIONS FORESTIERES (SODEFOR)                               | 12                 |
| 28                                                                                                    | SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT MINIER DE LA COTE D'IVOIRE (SODEMI)                            | 12                 |
| 29                                                                                                    | SOCIETE IVOIRIENNE DE GESTION DU PATRIMOINE FERROVIAIRE (SIPF)                               | 5                  |
| <b>Audit de passation des marchés publics de la Côte d'Ivoire au titre de la gestion 2022 (LOT 2)</b> |                                                                                              |                    |
| 1                                                                                                     | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE                                                            | 22                 |
| 2                                                                                                     | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION                                   | 169                |
| 3                                                                                                     | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE                                            | 34                 |
| 4                                                                                                     | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE | 32                 |
| 5                                                                                                     | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE                                     | 28                 |
| 6                                                                                                     | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER                                          | 147                |
| 7                                                                                                     | MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE                                              | 39                 |

| N° | Collectivités                                                                                     | Nombres de marchés |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 8  | MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES                                                 | 91                 |
| 9  | MINISTERE DES TRANSPORTS                                                                          | 34                 |
| 10 | MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA DIASPORA | 22                 |
| 11 | MINISTERE DU TOURISME                                                                             | 24                 |
| 12 | SERVICES RATTACHES A LA PRIMATURE                                                                 | 82                 |
| 13 | COMMUNE PORT BOUET                                                                                | 64                 |
| 14 | CONSEIL REGIONAL GONTOUGO                                                                         | 56                 |
| 15 | CONSEIL REGIONAL BOUNKANI                                                                         | 44                 |
| 16 | CONSEIL REGIONAL HAUT-SASSANDRA                                                                   | 40                 |
| 17 | CONSEIL REGIONAL DU N'ZI                                                                          | 32                 |
| 18 | CONSEIL REGIONAL GRANDS PONTS                                                                     | 25                 |
| 19 | COMMUNE KOUMASSI                                                                                  | 23                 |
| 20 | COMMUNE DE COCODY                                                                                 | 22                 |
| 21 | COMMUNE DE MARCORY                                                                                | 22                 |
| 22 | COMMUNE D'ABOISSO                                                                                 | 20                 |
| 23 | CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME (CNDH)                                                     | 13                 |
| 24 | CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES D'ABIDJAN 1 (CROU-ABIDJAN 1)                            | 23                 |
| 25 | CHU D'ANGRE                                                                                       | 76                 |
| 26 | OFFICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE (ONPC)                                                    | 15                 |
| 27 | AUTORITE NATIONALE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ANRMP)                                      | 23                 |
| 28 | OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE (ONEP)                                                           | 12                 |
| 29 | VERSUS BANK                                                                                       | 8                  |
| 30 | SOCIETE IVOIRIENNE DE TECHNOLOGIE TROPICALE (I2T)                                                 | 5                  |

Source : ANRMP

## ANNEXE 2 : Tableau récapitulatif des actions de renforcement des capacités du Département Définition des Politiques et Formation

| N°           | ACTIVITE DE FORMATION                                                                                                                                                                                                              | CIBLE VISEE | ABS. | CIBLE PRST | H           | F           | SPB         | SC         | SPV         |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------|------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|
| 1            | Sensibiliser les Conseillers d'Etat du Conseil d'Etat                                                                                                                                                                              | 40          | 7    | 33         | 21          | 12          | 33          | 0          | 0           |
| 2            | Former les Auditeurs Internes des sociétés du portefeuille de l'Etat                                                                                                                                                               | 63          | 9    | 54         | 32          | 22          | 54          | 0          | 0           |
| 3            | Former les entreprises artisanales membres de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)                                                                                                                            | 54          | 6    | 48         | 36          | 12          | 0           | 0          | 48          |
| 4            | Former les cabinets des experts-comptables membres de l'OEC CI                                                                                                                                                                     | 54          | 2    | 52         | 45          | 7           | 0           | 0          | 52          |
| 5            | Former les acteurs du système financier dans le domaine des marchés publics (APBEFCI ET ASA CI)                                                                                                                                    | 57          |      | 43         | 27          | 16          | 43          | 0          | 0           |
| 6            | Mettre en œuvre le programme de formation des opérateurs économiques sur l'élaboration des offres techniques et financières (4 sessions)                                                                                           | 200         | 0    | 205        | 133         | 72          | 0           | 0          | 205         |
| 7            | Mettre en œuvre le programme de sensibilisation des acteurs de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile des districts autonomes des Lacs, Sassandra-Marahoué, Montagnes et de Yamoussoukro (5 sessions) | 100         | 4    | 96         | 77          | 19          | 96          | 0          | 0           |
|              |                                                                                                                                                                                                                                    | 100         | 1    | 99         | 84          | 15          | 99          | 0          | 0           |
|              |                                                                                                                                                                                                                                    | 100         | 0    | 100        | 85          | 15          | 0           | 0          | 100         |
|              |                                                                                                                                                                                                                                    | 100         | 0    | 100        | 84          | 16          | 0           | 0          | 100         |
|              |                                                                                                                                                                                                                                    | 50          | 0    | 50         | 27          | 23          | 0           | 50         | 0           |
| 8            | Mettre en œuvre le programme d'accréditation professionnelle des acteurs des marchés publics-Edition 2024                                                                                                                          | 100         | 1    | 100        | 71          | 29          | 100         | 0          | 0           |
| <b>Total</b> |                                                                                                                                                                                                                                    |             |      | <b>980</b> | <b>722</b>  | <b>258</b>  | <b>425</b>  | <b>50</b>  | <b>505</b>  |
| <b>%</b>     |                                                                                                                                                                                                                                    |             |      |            | <b>73,7</b> | <b>26,3</b> | <b>43,4</b> | <b>5,1</b> | <b>51,5</b> |

Source : ANRMP



## ANNEXE 3 : Plan de définition des politiques de 2024

| N° | Activités                                                                                                                                            | Justificatifs                                                                                                                                                                                                                                        | Objectifs                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Commentaires                                                      |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| 1  | <b>Valider la maquette pédagogique du Master professionnel en commande publique</b>                                                                  | Cette activité fait suite à l'adoption de la Stratégie Nationale de Renforcement des capacités dans le domaine des marchés publics (SNRC) par le Gouvernement le 22 septembre 2021                                                                   | Valider les documents (maquette des cours et de présentation, syllabus, etc) du Master professionnel en commande publique (MPCP)                                                                                                                                                                         | Réalisé du 28 au 29 février 2024 à Grand Bassam                   |
| 2  | <b>Rédiger le rapport d'activités de l'ANRMP de la gestion 2023</b>                                                                                  | L'article 25, alinéa 12 de l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 dispose que la Cellule DPF informe le public des activités de l'Autorité de régulation                                                                                            | Cette opération a pour objectif de permettre à l'organe de régulation de la commande publique de communiquer et de rendre compte au public des activités effectuées en année N-1                                                                                                                         | Réalisé et publié                                                 |
| 3  | <b>Concevoir, développer et valider les syllabus des modules de formation et former les enseignants du Master professionnel en commande publique</b> | Cette activité fait suite à l'adoption de la Stratégie Nationale de Renforcement des capacités dans le domaine des marchés publics (SNRC) par le Gouvernement le 22 septembre 2021                                                                   | Valider les documents (maquette des cours et de présentation, syllabus, etc) du Master professionnel en commande publique (MPCP)                                                                                                                                                                         | Réalisé du 1er au 2 août 2024                                     |
| 4  | <b>Elaborer le rapport général sur la commande publique de la gestion 2023</b>                                                                       | L'ANRMP est chargée de produire un rapport annuel portant sur les conditions d'application du Code des marchés publics, le respect de ses principes directeurs, et de faire des recommandations pour améliorer le processus de la commande publique, | L'objectif est d'élaborer, en liaison avec les acteurs majeurs du système de la commande publique, notamment la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP) et le Comité National de Pilotage des Partenariats Public-Privé (CNP-PPP), le rapport général de la commande publique de la Côte d'Ivoire. | Réalisé et publié en décembre 2024                                |
| 5  | <b>Examiner les marchés de type particulier (Accord-cadre, marchés clé en main et marchés de GENIS)</b>                                              | Cette action est proposée en application des articles 49 à 54 du Code des marchés publics                                                                                                                                                            | Recueillir les observations des parties prenantes                                                                                                                                                                                                                                                        | Pré- validés au cours d'un atelier tenu du 19 au 22 novembre 2024 |

| N° | Activités                                                                                                                          | Justificatifs                                                                                                                                                                             | Objectifs                                                                     | Commentaires                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6  | <b>Réaliser l'évaluation à mi-parcours du programme d'accréditation professionnelle des acteurs des marchés publics</b>            | Après trois (3) années de mise en œuvre, il a été jugé nécessaire d'évaluer l'impact sur le système des marchés publics du programme d'accréditation professionnelle des acteurs          | Mesurer l'efficacité du programme en vue d'un éventuel ajustement             | Réalisé en juillet 2024 avec un résultat de deux cent soixante-dix-sept (277) auditeurs accrédités sur les trois cent cinq (305) participants, soit un taux d'accréditation de 91%                                                                               |
| 7  | <b>Elaborer les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) et de Cahiers des Clauses Environnementales et Sociales (CCES)</b> | Cette action est proposée en application de l'article 25 du Code des marchés publics                                                                                                      | Rendre disponibles les projets de CCTG et CCES                                | Les arborescences y afférents ont été et transmis les 5 et 16 août 2024                                                                                                                                                                                          |
| 8  | <b>Elaborer le rapport diagnostic de l'environnement des contrats PPP en Côte d'Ivoire</b>                                         | Cette activité fait suite à la Directive n° 01/2022/CM/UEMOA portant cadre juridique et institutionnel des Partenariats public-Privé dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine | Faire l'état des lieux en vue de la transposition de la directive sur les PPP | Procédure de sélection annulée par décision n°29/2024/ANRMP/CRS du 15 mars 2024 à la suite du recours du cabinet François SERRES. Le cabinet a été sélectionné finalement en décembre 2024. Le projet de rapport et de transposition sont prévus débuter en 2025 |

Source : ANRMP

## ANNEXE 4 : Liste des décisions rendues par la Cellule Recours et Sanctions

| N° | Type de recours | Parties                                                        | Objet                                                                    | Décision                                                                                                                                   |
|----|-----------------|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie d'Oumé                                | Refus de vente de DAO                                                    | 1- n°005/2024/ANRMP/CRS du 17/01/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°014/2024/ANRMP/CRS du 05/02/2024<br>Mal fondé                                   |
| 2  | Dénonciation    | BDC CONCEPT C/ Mairie de Port-Bouët                            | Irrégularités commises dans AO n°T1211/2023 & T1212/2023                 | 1- n°004/2024/ANRMP/CRS du 17/01/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°012/2024/ANRMP/CRS du 05/02/2024<br>Bien fondée                                 |
| 3  | Litige          | BTP BUILDING/ TRADE AND BUIDING C/ Cons. Région. du Kabadougou | Contestation des résultats de l'AO n°T1116/2023                          | 1- n°007/2024/ANRMP/CRS du 29/01/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°017/2024/ANRMP/CRS du 20/02/2024<br>Bien fondée                                 |
| 4  | Litige          | BTP BUILDING/ CDMS C/ Cons. Région. du Kabadougou              | Contestation des résultats de l'AO n°T1119/2023                          | 1- n°008/2024/ANRMP/CRS du 29/01/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°018/2024/ANRMP/CRS du 20/02/2024<br>Mal fondée                                  |
| 5  | Litige          | IKT (ZINA) C/ Nlle PSP                                         | Contestation des résultats de la PSO 002-2023                            | 1- n°011/2024/ANRMP/CRS du 01/01/2024<br>Incompétence                                                                                      |
| 6  | Autosaisine     | ANRMP C/ DIABA TECH                                            | Production d'un faux quitus dans AOI n°F358/2023                         | 1- n°013/2024/ANRMP/CRS du 05/02/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°021/2024/ANRMP/CRS du 27/02/2024<br>Bien fondée-Exclusion                       |
| 7  | Dénonciation    | CAFOR C/ Université de San-Pédro                               | Irrégularités commises dans la procédure de passation de l'AO n°P76/2023 | 1- n°015/2024/ANRMP/CRS du 07/02/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°022/2024/ANRMP/CRS du 29/02/2024<br>Mal fondée                                  |
| 8  | Litige          | Groupe YESSIMO C/ MEER                                         | Contestation des résultats de l'AO n°P21/2023                            | 1- n°16/2024/ANRMP/CRS du 20/02/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°028/2024/ANRMP/CRS du 12/03/2024<br>Bien fondée                                  |
| 9  | Litige          | Cabinet François SERRES C/ ANRMP                               | Contestation des résultats de l'AOR n°RSP118/2023                        | 1- n°020/2024/ANRMP/CRS du 23/02/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°29/2024/ANRMP/CRS du 15/03/2024<br>Bien fondé – annulation de la procédure d'AO |
| 10 | Litige          | GENERAL HORIZON SASU C/ CR Agnéby-Tiassa                       | Contestation des résultats de l'AO n°T1131/2023                          | 1- n°19/2023/ANRMP/CRS du 23/02/2024<br>IRRECEVABLE                                                                                        |
| 11 | Litige          | EURO-TEL HOLDING C/ UCPFE                                      | Contestation des résultats de la PSO n°OF116/2023                        | 1- n°023/2023/ANRMP/CRS du 01/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°035/2024/ANRMP/CRS du 22/03/2024<br>Mal fondée                                  |

| N° | Type de recours | Parties                                                           | Objet                                                                                   | Décision                                                                                                                              |
|----|-----------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | Litige          | CHALLENGES CI C/ AGEFOP                                           | Contestation des résultats de la PSL n°LP04/2023                                        | 1- n°024/2023/ANRMP/CRS du 04/03/2024<br>IRRECEVABLE                                                                                  |
| 13 | Litige          | RESTO PLUS C/ CROU DE DALOA                                       | Contestation des résultats de l'AO n°P72/2023                                           | 1- n°025/2023/ANRMP/CRS du 05/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°037/2024/ANRMP/CRS du 26/03/2024<br>Mal fondée                             |
| 14 | Litige          | WELAS C/ CEA-CCBAD                                                | Contestation des résultats de l'AO n°T001/2023                                          | 1- n°027/2023/ANRMP/CRS du 12/03/2024<br>IRRECEVABLE                                                                                  |
| 15 | Litige          | DYOO GROUP C/ Mairie de Cocody                                    | Contestation des résultats de l'AO n°T1029/2023                                         | 1- n°030/2023/ANRMP/CRS du 15/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°043/2024/ANRMP/CRS du 08/04/2024<br>Bien fondée- annulation des résultats  |
| 16 | Dénonciation    | SUCAF CI C/ -société NOAH                                         | Production de fausses attestations de bonne exécution dans AO n°T79/2021                | 1- n°032/2023/ANRMP/CRS du 19/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°047/2024/ANRMP/CRS du 11/04/2024<br>Bien fondée-Exclusion                  |
| 17 | Dénonciation    | SUCAF CI C/ - société ECNB-TP Société 2MGC Sarl                   | Production de fausses attestations de bonne exécution dans AO n°T1082/2023 & T1083/2023 | 1- n°033/2023/ANRMP/CRS du 19/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°048/2024/ANRMP/CRS du 11/04/2024<br>Bien fondée-Exclusion                  |
| 18 | Dénonciation    | CI-ENERGIES C/ - société TEK TRANSFORMA-TOR -SETICOM Société SEET | Irrégularités commises dans la procédure de passation de l'AO n°T1155/2023              | 1- n°031/2023/ANRMP/CRS du 19/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°044/2024/ANRMP/CRS du 08/04/2024<br>Bien fondée-Exclusion                  |
| 19 | Litige          | MANORA C/ CEA-CCBAD                                               | Contestation des résultats de l'AO n°T001/2023                                          | 1- n°036/2023/ANRMP/CRS du 19/03/2024<br>IRRECEVABLE                                                                                  |
| 20 | Autosaisine     | ANRMP C/ ICONE                                                    | Pratiques frauduleuses commises dans PSO N°OT028/2023                                   | 1- n°038/2023/ANRMP/CRS du 27/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°054/2024/ANRMP/CRS du 17/04/2024<br>Bien fondée-Exclusion                  |
| 21 | Litige          | GOSSAN SECURITE SERVICES C/ CNTS                                  | Contestation des résultats de la PSO n°OP03/2024                                        | 1- n°039/2023/ANRMP/CRS du 29/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°056/2024/ANRMP/CRS du 22/04/2024<br>Bien fondée-Annulation de la procédure |

| N° | Type de recours | Parties                                                                                      | Objet                                                                                                                                              | Décision                                                                                                                                                                  |
|----|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 22 | Litige          | NEO – TECH SA<br>C/UCP – C2D<br>Education -<br>Formation                                     | Contestation<br>des résultats<br>de la AOI<br>n°F210/2023                                                                                          | 1- n°039/2023/ANRMP/CRS du 29/03/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°058/2024/ANRMP/CRS du 24/04/2024<br>Mal fondée                                                                 |
| 23 | Litige          | CHALLENGES CI<br>C/CNTS CI                                                                   | Contestation<br>des résultats<br>de la PSO<br>n°OP02/2024                                                                                          | 1- n°042/2023/ANRMP/CRS du 03/04/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°060/2024/ANRMP/CRS du 25/04/2024<br>Mal fondée                                                                 |
| 24 | Dénonciation    | ETS ACENA C/ -<br>MAC Dimbokro                                                               | Irrégularités<br>commises dans<br>la procédure<br>de passation<br>de la PSO<br>n°OF02/2024                                                         | 1- n°040/2023/ANRMP/CRS du 03/04/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°061/2024/ANRMP/CRS du 25/04/2024<br>Bien fondée                                                                |
| 25 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/ -<br>PETROCI                                                            | Irrégularités<br>commises dans<br>la procédure<br>de passation<br>de l'AO relatif à<br>la construction<br>d'une sphère de<br>gaz S04 de 8000<br>m3 | 1- n°046/2023/ANRMP/CRS du 08/04/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°064/2024/ANRMP/CRS du<br>30/04/2024<br>Mal fondée                                                              |
| 26 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/ Min<br>de la Construction<br>du Logement et<br>de l'Urbanisme<br>(MCLU) | Irrégularités<br>commises dans<br>la procédure de<br>passation de<br>l'AO n°T08/2024                                                               | 1- n°045/2023/ANRMP/CRS du 08/04/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°063/2024/ANRMP/CRS du 30/04/2024<br>Mal fondée                                                                 |
| 27 | Litige          | ETRACON SARL<br>C/LOGEMENT<br>SOCIAUX                                                        | Contestation<br>des résultats de<br>l'AO n°T08/2024                                                                                                | 1- n°051/2023/ANRMP/CRS du 11/04/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°066/2024/ANRMP/CRS du 03/05/2024<br>Mal fondée                                                                 |
| 28 | Litige          | Gpmt ETS<br>HERRAPO/BSK<br>SERVICES C/<br>District Autonome<br>d'Abidjan                     | Contestation<br>des résultats<br>de l'AO<br>n°T1198/2024                                                                                           | 1- n°049/2023/ANRMP/CRS du 11/04/2024<br>IRRECEVABLE                                                                                                                      |
| 29 | Litige          | GENERAL<br>HORIZON C/<br>District Autonome<br>d'Abidjan                                      | Contestation<br>des résultats<br>de l'AO<br>n°T1198/2024                                                                                           | 1- n°052/2023/ANRMP/CRS du 17/04/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°068/2024/ANRMP/CRS du 08/05/2024<br>Bien fondée                                                                |
| 30 | Litige          | PRO SECURITE<br>C/DDCEM                                                                      | Contestation<br>des résultats de<br>l'AO n°P10/2024                                                                                                | 1- n°053/2023/ANRMP/CRS du 17/04/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°070/2024/ANRMP/CRS du 10/05/2024<br>Mal fondée<br>3- n°092/2024/ANRMP/CRS du 27/06/2024<br>Levée de suspension |

| N° | Type de recours | Parties                                                                 | Objet                                                  | Décision                                                                                                                                  |
|----|-----------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 31 | Litige          | CEXOM HOLDING C/ Cons. Région. du Tonkpi                                | Contestation des résultats de l'AO n°1134/2023         | 1- n°055/2023/ANRMP/CRS du 19/04/2024 RECEVABLE<br>2- n°072/2024/ANRMP/CRS du 14/05/2024 Mal fondée                                       |
| 32 | Dénonciation    | CI-ENERGIES C/ Gpmt TELEMANIA LTD/TECMON ENERGY & Ivoirienne INTER CIPE | Production de fausses pièces dans AO n°T1223/2023      | 1- n°057/2023/ANRMP/CRS du 23/04/2024 RECEVABLE<br>2- n°073/2024/ANRMP/CRS du 16/05/2024 Bien fondée – Exclusion (Inter Cipe et SAMA BTP) |
| 33 | Litige          | INTERCOR C/ CHU D'ANGRE                                                 | Contestation des résultats de l'AO n°P13/2024          | 1- n°059/2023/ANRMP/CRS du 25/04/2024 RECEVABLE<br>2- n°075/2024/ANRMP/CRS du 21/05/2024 Bien fondée                                      |
| 34 | Dénonciation    | HIENO C/ Min des Mines, du Pétrole et de la Géologie                    | Irrégularités commises dans AO n°T632/2022, T633/2022  | 1- n°062/2023/ANRMP/CRS du 25/04/2024 RECEVABLE<br>2- n°078/2024/ANRMP/CRS du 23/05/2024 Bien fondée                                      |
| 35 | Litige          | PRO SECURITE C/ CHU D'ANGRE                                             | Contestation des résultats de l'AO n°P13/2024          | 1- n°065/2023/ANRMP/CRS du 02/05/2024 RECEVABLE<br>2- n°080/2024/ANRMP/CRS du 27/05/2024 Sans objet                                       |
| 36 | Litige          | 2MS SECURITE C/ CHU D'ANGRE                                             | Contestation des résultats de l'AO n°P13/2024          | 1- n°067/2023/ANRMP/CRS du 03/05/2024 RECEVABLE<br>2- n°081/2024/ANRMP/CRS du 28/05/2024 Sans objet                                       |
| 37 | Litige          | EDBTC C/ DGI                                                            | Contestation des résultats de l'AO n°T1190/2024        | 1- n°069/2023/ANRMP/CRS du 10/05/2024 IRRECEVABLE                                                                                         |
| 38 | Litige          | SENEVE SERVICE SARL C/ FER                                              | Contestation des résultats de l'AO n°F08/2024          | 1- n°071/2023/ANRMP/CRS du 14/05/2024 DESISTEMENT                                                                                         |
| 39 | Litige          | CAFOR C/ Min de la Culture et de la Francophonie                        | Contestation des résultats de l'AO n° A OO23 121101642 | 1- n°074/2023/ANRMP/CRS du 17/05/2024 RECEVABLE<br>2- n°084/2024/ANRMP/CRS du 10/06/2024 Bien fondée                                      |
| 40 | Litige          | Groupe YESSIMO C/ SAMU                                                  | Contestation des résultats de l'AO n° P03/2024         | 1- n°077/2023/ANRMP/CRS du 22/05/2024 RECEVABLE<br>2- n°087/2024/ANRMP/CRS du 12/06/2024 Bien fondée                                      |
| 41 | Litige          | Groupe YESSIMO C/ FER                                                   | Contestation des résultats de l'AO n°P34/2024          | 1- n°076/2023/ANRMP/CRS du 21/05/2024 RECEVABLE<br>2- n°086/2024/ANRMP/CRS du 11/06/2024 Sans objet                                       |



| N° | Type de recours          | Parties                                       | Objet                                                                             | Décision                                                                                                               |
|----|--------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 42 | Litige                   | SYGMA CI C/ FER                               | Contestation des résultats de l'AO n°P01/2024                                     | 1- n°082/2024/ANRMP/CRS du 31/05/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°091/2024/ANRMP/CRS du 24/06/2024<br>Mal fondée              |
|    | REC. GRAC.<br>(16/05/24) | La Fourchette Dorée C/ IRF-CI                 | Contestation des résultats de l'AO n°P23/2024                                     | 1- n°085/2023/ANRMP/CRS du 11/06/2024<br>Levée de suspension                                                           |
| 43 | Litige                   | Groupe YESSIMO C/ CROU-A2                     | Contestation des résultats de l'AO n°P21/2024                                     | 1- n°083/2023/ANRMP/CRS du 07/06/2024<br>IRRECEVABLE                                                                   |
| 44 | Litige                   | GIP ENTREPRISES C/ 2PAI-Nord                  | Contestation des résultats de l'AO n°T17/2024                                     | 1- n°088/2024/ANRMP/CRS du 18/06/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°098/2024/ANRMP/CRS du 09/07/2024<br>Bien fondée             |
| 45 | Litige                   | AGRO EXPERTISE C/ Min de l'Agriculture        | Contestation des résultats de la RSP n°121/2023                                   | 1- n°089/2024/ANRMP/CRS du 18/06/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°098/2024/ANRMP/CRS du 09/07/2024<br>Bien fondée             |
| 46 | Litige                   | Nlle SONAREST C/ ESATIC                       | Contestation des résultats de l'AO n°P24/2024                                     | 1- n°090/2024/ANRMP/CRS du 18/06/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°099/2024/ANRMP/CRS du 09/07/2024<br>Bien fondée             |
|    | REC. GRAC.<br>(04/06/24) | Groupe AMPC/CFACL/ CECAF C/ UCP-C2D Santé     | Contestation des résultats de la RSP n°12/2024                                    | n°103/2024/ANRMP/CRS du 22/07/2024<br>Levée de suspension                                                              |
|    | REC. GRAC.<br>(18/06/24) | INTERCOR C/ CHU D'ANGRE                       | Contestation des résultats de l'AO n°P13/2024                                     | n°1012024/ANRMP/CRS du 15/07/2024<br>Levée de suspension                                                               |
| 47 | Autosaisine              | ANRMP C/ SOGEPCI                              | Inexactitudes délibérées dans AO n°P21/2023                                       | 1- n°094/2024/ANRMP/CRS du 04/07/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°102/2024/ANRMP/CRS du 22/07/2024<br>Bien fondée - Exclusion |
| 48 | Dénonciation             | USAGER ANONYME C/ - PETROCI                   | Irrégularités commises dans la procédure de passation de l'AO n° A OO23 110300981 | 1- n°096/2024/ANRMP/CRS du 05/07/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°108/2024/ANRMP/CRS du 25/07/2024<br>Bien fondé              |
| 49 | Dénonciation             | SEVEN SOLUTION C/ - Agence Emploi Jeune (AEJ) | Difficultés pour soumissionner dans PSO n°24051304407                             | 1- n°095/2024/ANRMP/CRS du 05/07/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°109/2024/ANRMP/CRS du 26/07/2024<br>Bien fondée             |
|    | REC. GRAC.<br>(27/06/24) | KOVAX C/ Centre d'Encolombie                  | Contestation des résultats de l'AO n°OF18/2024                                    | n°1042024/ANRMP/CRS du 22/07/2024<br>Levée de suspension                                                               |

| N° | Type de recours       | Parties                                               | Objet                                                                        | Décision                                                                                                               |
|----|-----------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 50 | Litige                | Nlle SONAREST C/ CHU de Treichville                   | Contestation des résultats de l'AO n°P26/2024                                | 1- n°097/2024/ANRMP/CRS du 08/07/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°110/2024/ANRMP/CRS du 29/07/2024<br>Bien fondée             |
| 51 | Litige                | KERSI SARL C/ FER                                     | Contestation des résultats de l'AO n°F10/2024                                | 1- n°100/2024/ANRMP/CRS du 10/07/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°111/2024/ANRMP/CRS du 31/07/2024<br>Mal fondée              |
| 52 | Litige                | ADS C/ ARTCI                                          | Contestation des résultats de 'AO n°01DEP/2024                               | 1- n°105/2024/ANRMP/CRS du 22/07/2024<br>Désistement                                                                   |
| 53 | Dénonciation          | TOPO BAT C/ Commune de DIANRA                         | Difficultés pour soumissionner aux AO n° A OO24 051004346 & A OO24 051004350 | 1- n°107/2024/ANRMP/CRS du 25/07/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°116/2024/ANRMP/CRS du 19/08/2024<br>Mal fondée              |
| 54 | Litige                | ARABA GROUP SARL C/ Univ. Alassane Ouattara (Bouaké)  | Contestation des résultats de la PSO n°24022302501 & n°24030102570           | 1- n°114/2024/ANRMP/CRS du 08/08/2024<br>IRRECEVABLE                                                                   |
| 55 | Dénonciation          | PADFA C/ SNTDCI                                       | Inexactitudes délibérées commises dans AO n°t15/2024                         | 1- n°113/2024/ANRMP/CRS du 05/08/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°119/2024/ANRMP/CRS du 28/08/2024<br>Bien fondée - Exclusion |
| 56 | Litige                | PHOENIX GROUP IMMOBILIER C/ ARTCI                     | Contestation des résultats de 'AO n°T34/2024                                 | 1- n°118/2024/ANRMP/CRS du 26/08/2024<br>RECEVABLE                                                                     |
| 57 | Dénonciation          | AGEROUTE C/ ECKOLAB WEST AFRICA                       | Production d'une fausse garantie de bonne exécution                          | 1- n°117/2024/ANRMP/CRS du 26/08/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°119/2024/ANRMP/CRS du 28/08/2024<br>Mal fondée              |
|    | REC. GRAC. (09/08/24) | MULTI PROJET C/ PDU                                   | Contestation des résultats de 'AO n°F84/2024                                 | n°122/2024/ANRMP/CRS du 05/09/2024<br>Levée de suspension                                                              |
| 58 | Litige                | Société GIROPES C/ FER                                | Contestation des résultats de 'AO n°F74/2024                                 | 1-n°121/2024/ANRMP/CRS du 28/08/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°139/2024/ANRMP/CRS du 18/09/2024<br>Mal fondé                |
| 59 | Litige                | Société AFRICA TRADING & SERVICES C/ Min. du Tourisme | Contestation des résultats de la PSO n°24042203526                           | 1- n°120/2024/ANRMP/CRS du 28/08/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°138/2024/ANRMP/CRS du 18/09/2024<br>Mal fondé               |



| N° | Type de recours       | Parties                                                                                      | Objet                                                  | Décision                                                                                             |
|----|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 60 | Litige                | GENERAL HORIZON SASU C/ AIP (Promotion)                                                      | Contestation des résultats de l'AO n°24042903866       | 1- n°124/2024/ANRMP/CRS du 05/09/2024 RECEVABLE<br>2- n°145/2024/ANRMP/CRS du 18/09/2024 Bien fondé  |
| 61 | Litige                | TATY & ASSOCIES C/ UCP-FE du MSHPCMU                                                         | Contestation des résultats de la DP n°RPI001/2024      | 1- n°123/2024/ANRMP/CRS du 05/09/2024 IRRECEVABLE                                                    |
|    | REC. GRAC. (23/08/24) | Groupement CETIF – YGE – CIGA – CGE KONGO C/ AFOR                                            | Contestation des résultats de l'AMI n°02/ PRESFOR/2024 | Courrier de désistement du 29/08/24                                                                  |
| 62 | Dénonciation          | USAGER ANONYME C/ Mairie de Djébonoua                                                        | Irrégularités commises dans AO n°T479/2024             | 1- n°125/2024/ANRMP/CRS du 05/09/2024 RECEVABLE<br>2- n°147/2024/ANRMP/CRS du 30/09/2024 Mal fondé   |
|    | REC. GRAC. (27/08/24) | MULTI PROJET C/ Imprimerie Nationale                                                         | Contestation des résultats de 'AO n°F70/2024           | n°133/2024/ANRMP/CRS du 17/09/2024 Levée de suspension                                               |
|    | REC. GRAC. (28/08/24) | Groupement TERRE DURABLE ( Cabinet KOUAMELAN Géomètre Expert C/ AFOR                         | Contestation des résultats de l'AMI n°02/ PRESFOR/2024 | n°127/2024/ANRMP/CRS du 13/09/2024 Levée de suspension                                               |
| 63 | Litige                | Groupe YESSIMO C/ MEER                                                                       | Contestation des résultats de l'AO n°P21/2024          | 1- n°129/2024/ANRMP/CRS du 13/09/2024 RECEVABLE<br>2- n°156/2024/ANRMP/CRS du 04/10/2024 Mal fondé   |
| 64 | Litige                | BOS HOLDING GROUP C/ Cons. Région. Hautassandra                                              | Contestation des résultats de l'AO n° A OO24 060405090 | 1- n°128/2024/ANRMP/CRS du 13/09/2024 RECEVABLE<br>2- n°154/2024/ANRMP/CRS du 04/10/2024 Bien fondée |
| 65 | Litige                | BOS HOLDING GROUP C/ Cons. Région. Hautassandra                                              | Contestation des résultats de l'AO n° A OO24 060405082 | 1- n°126/2024/ANRMP/CRS du 13/09/2024 RECEVABLE<br>2- n°153/2024/ANRMP/CRS du 04/10/2024 Bien fondée |
| 66 | Dénonciation          | USAGER ANONYME C/ UCP du projet d'établissement d'un lycée de formation professionnelle etc. | Irrégularités commises dans AOI n°F383/2024            | 1- n°130/2024/ANRMP/CRS du 16/09/2024 RECEVABLE<br>2- n°159/2024/ANRMP/CRS du 07/10/2024 Mal fondé   |

| N° | Type de recours       | Parties                                                                                                        | Objet                                                                                | Décision                                                                                                  |
|----|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 67 | Dénonciation          | UNIVERSAL TRADING GROUP (UTG)<br>C/ UCP du projet d'établissement d'un lycée de formation professionnelle etc. | Irrégularités commises dans AOI n°F383/2024                                          | 1- n°134/2024/ANRMP/CRS du 17/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°157/2024/ANRMP/CRS du 07/10/2024<br>Mal fondé  |
| 68 | Dénonciation          | Entreprise GRESOP Sarl<br>C/ Mairie de Dimbokro                                                                | Non prise en compte de son offre à l'ouverture des plis dans AO n° A OO24 072406967  | 1- n°137/2024/ANRMP/CRS du 18/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°161/2024/ANRMP/CRS du 07/10/2024<br>Mal fondé  |
|    | REC. GRAC. (04/09/24) | MULTI-PROJET C/ RTI                                                                                            | Contestation des résultats de l'AO n°F96/2024                                        | n°149/2024/ANRMP/CRS du 30/09/2024<br>Levée de suspension                                                 |
| 69 | Dénonciation          | DISTRIMAX<br>C/ Mairie de Dimbokro                                                                             | Non prise en compte de son offre à l'ouverture des plis dans AO n° A OO24 0724069 67 | 1- n°136/2024/ANRMP/CRS du 18/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°160/2024/ANRMP/CRS du 07/10/2024<br>Mal fondé  |
|    | REC. GRAC. (03/09/24) | BOS HOLDING GROUP C/ Mairie d'Abengourou                                                                       | Contestation des résultats des AO n° A OO24 051604573 & n° A OO24 052204712          | n°151/2024/ANRMP/CRS du 03/10/2024<br>Levée de suspension                                                 |
| 70 | Dénonciation          | OSSENI HAMED<br>C/ Commune de Zikisso                                                                          | Irrégularités commises dans A OO24 070105888                                         | 1- n°135/2024/ANRMP/CRS du 18/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°165/2024/ANRMP/CRS du 09/10/2024<br>Bien fondé |
| 71 | Dénonciation          | Usager Anonyme<br>C/ Min du Commerce                                                                           | Irrégularités commises dans AO n°T131/2024                                           | 1- n°140/2024/ANRMP/CRS du 19/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°160/2024/ANRMP/CRS du 07/10/2024<br>Mal fondé  |
| 72 | Litige                | KANIAN PROCUREMENT<br>C/ Mairie de Treichville                                                                 | Contestation des résultats de l'AO n°F92/2024                                        | 1- n°141/2024/ANRMP/CRS du 19/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°168/2024/ANRMP/CRS du 10/10/2024<br>Mal fondé  |
| 73 | Litige                | SYLLA Abdoulaye<br>C/ Mairie de Ouelle                                                                         | Contestation des résultats de l'AO n°F78/2024 & n°T171/2024                          | 1-<br>n°142/2024/ANRMP/CRS du 20/09/2024<br>Désistement                                                   |

| N° | Type de recours | Parties                                             | Objet                                                                           | Décision                                                                                                   |
|----|-----------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 74 | Dénonciation    | IBMI<br>CONSTRUCT<br>C/ Mairie<br>d'Attécoubé       | Impossibilité de<br>soumissionner<br>en ligne                                   | 1- n°144/2024/ANRMP/CRS du 23/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°172/2024/ANRMP/CRS du 14/10/2024<br>Mal fondé   |
| 75 | Litige          | Cabinet François<br>SERRES C/<br>ANRMP              | Contestation<br>des résultats de<br>la DP n°                                    | 1- n°146/2024/ANRMP/CRS du 26/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°173/2024/ANRMP/CRS du 15/10/2024<br>Mal fondé   |
| 76 | Litige          | KERSI SARL C/<br>SNDI                               | Contestation<br>des résultats<br>de la PSO<br>n°OF57/2024                       | 1- n°148/2024/ANRMP/CRS du 30/09/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°179/2024/ANRMP/CRS du 21/10/2024<br>Bien fondée |
| 77 | Dénonciation    | CDMS C/ Mairie<br>de Ouellé                         | Impossibilité de<br>soumissionner<br>en ligne dans<br>AO n° A OO24<br>072907181 | 1- n°150/2024/ANRMP/CRS du 1e/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°176/2024/ANRMP/CRS du 17/10/2024<br>Mal fondée  |
| 78 | Dénonciation    | ATLAS C/ 2PAU-<br>CI                                | Irrégularités<br>commises<br>dans PSO<br>n°240710223                            | 1- n°152/2024/ANRMP/CRS du 04/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°182/2024/ANRMP/CRS du 25/10/2024<br>Mal fondée  |
| 79 | Litige          | ERCTP C/<br>SONAPIE                                 | Contestation<br>des résultats de<br>l'AO T11/2024                               | 1- n°155/2024/ANRMP/CRS du 04/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°183/2024/ANRMP/CRS du 25/10/2024<br>Bien fondée |
| 80 | Litige          | Gpmt SVDG<br>AFRIQUE/<br>FIDEXCO C/<br>AGEROUTE     | Contestation<br>des résultats<br>de l'AMI<br>n°S189/2023                        | 1- n°158/2024/ANRMP/CRS du 07/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°184/2024/ANRMP/CRS du 28/10/2024<br>Mal fondée  |
| 81 | Litige          | DMG<br>ENTREPRISE C/<br>Conseil Régional<br>du N'ZI | Contestation<br>des résultats<br>dans AO n°<br>A OOO24<br>062005586             | 1- n°166/2024/ANRMP/CRS du 09/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°178/2024/ANRMP/CRS du 18/10/2024<br>Désistement |
| 82 | Litige          | DMG<br>ENTREPRISE C/<br>Conseil Régional<br>du N'ZI | Contestation<br>des résultats<br>dans AO n°<br>A OOO24<br>061905561             | 1- n°167/2024/ANRMP/CRS du 09/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°185/2024/ANRMP/CRS du 28/10/2024<br>Bien fondée |
| 83 | Litige          | Cabinet MB &<br>ASSOCIES C/ DGI                     | Contestation<br>des résultats<br>dans AO n° ARR<br>24 061803525                 | 1- n°164/2024/ANRMP/CRS du 09/10/2024<br>IRRECEVABLE                                                       |
| 84 | Litige          | KERSI SARL C/<br>Direction Générale<br>des Douanes  | Contestation<br>des résultats<br>dans AO n°<br>A OOO24<br>032902961             | 1- n°170/2024/ANRMP/CRS du 11/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°191/2024/ANRMP/CRS du 31/10/2024<br>Mal fondée  |

| N° | Type de recours | Parties                                                    | Objet                                                                                   | Décision                                                                                                                                |
|----|-----------------|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 85 | Dénonciation    | SODEXAM C/<br>HOLDING IVOIR<br>SECURITE<br>INCENDIE        | Irrégularités<br>commises dans<br>AO n°F108/2024                                        | 1- n°171/2024/ANRMP/CRS du 14/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°192/2024/ANRMP/CRS du 31/10/2024<br>Bien fondée-Exclusion                    |
| 86 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME<br>C/ MAIRIE DE<br>FACOBLY               | Irrégularités<br>commises dans<br>AO n°T461/2024                                        | 1- n°175/2024/ANRMP/CRS du 16/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°196/2024/ANRMP/CRS du 06/11/2024<br>Bien fondée-Annulation de la procédure   |
| 87 | Dénonciation    | MOKAN IVOIRE<br>C/ MAIRIE DE<br>DJEBOUUA                   | Irrégularités<br>commises<br>dans AO<br>n°T680/2024,<br>T681/2024 &<br>T682/2024        | 1- n°174/2024/ANRMP/CRS du 16/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°186/2024/ANRMP/CRS du 28/10/2024<br>Bien fondée- Annulation de la procédure  |
| 88 | Litige          | Groupe SHEMA<br>C/ CNTS CI                                 | Contestation<br>des résultats<br>dans AO<br>n°P49/2024                                  | 1- n°177/2024/ANRMP/CRS du 18/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°199/2024/ANRMP/CRS du 11/11/2024<br>Mal fondée                               |
| 89 | Litige          | TECHNO-PRESTA<br>C/ FER                                    | Contestation<br>des résultats<br>dans AO<br>n°F120/2024                                 | 1- n°180/2024/ANRMP/CRS du 22/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°202/2024/ANRMP/CRS du 13/11/2024<br>Mal fondée                               |
| 90 | Litige          | MAFAD C/ ISTC                                              | Contestation<br>des résultats<br>dans AO<br>n°T504/2024                                 | 1- n°181/2024/ANRMP/CRS du 24/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°204/2024/ANRMP/CRS du 18/11/2024<br>Bien fondée                              |
| 91 | Dénonciation    | Usager Anonyme<br>C/ Commune de<br>Bako                    | Irrégularités<br>commises dans<br>AO n° A OO24<br>071006241                             | 1- n°187/2024/ANRMP/CRS du 29/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°207/2024/ANRMP/CRS du 19/11/2024<br>Bien fondée                              |
| 92 | Dénonciation    | GIROPES C/ FER                                             | Dde<br>d'annulation<br>des résultats<br>ainsi que de la<br>procédure d'AO<br>n°T74/2024 | 1- n°188/2024/ANRMP/CRS du 29/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°206/2024/ANRMP/CRS du 18/11/2024<br>Mal fondée                               |
| 93 | Litige          | Gpmt COVAX/<br>ITECH<br>CONSULTING<br>INGENIERIE C/<br>FER | Contestation<br>des résultats<br>dans AOI<br>n°F39/2024                                 | 1- n°189/2024/ANRMP/CRS du 30/10/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°211/2024/ANRMP/CRS du 21/11/2024<br>Mal fondée                               |
| 94 | Dénonciation    | KAEMOU MULTI<br>SERVICES C/<br>Commune de Taï              | Irrégularités<br>commises dans<br>AO n°                                                 | 1- n°194/2024/ANRMP/CRS du 05/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°215/2024/ANRMP/CRS du 27/11/2024<br>Bien fondée – Annulation de la procédure |

| N°  | Type de recours | Parties                                           | Objet                                                                     | Décision                                                                                                   |
|-----|-----------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 95  | Litige          | KERSI SARL C/<br>ANADER                           | Contestation<br>des résultats<br>dans PSO n°<br>24071 006223              | 1- n°195/2024/ANRMP/CRS du 05/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°210/2024/ANRMP/CRS du 20/11/2024<br>Mal fondée  |
| 96  | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>Mairie de Borotou         | Irrégularités<br>commises dans<br>AO n° A OO24<br>082208503               | 1- n°193/2024/ANRMP/CRS du 05/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°213/2024/ANRMP/CRS du 26/11/2024<br>Bien fondée |
| 97  | Litige          | DMG<br>ENTREPRISE<br>C/ Mairie de<br>Gboguhé      | Contestation<br>des résultats<br>dans AO n°<br>A OOO24<br>062705785       | 1- n°197/2024/ANRMP/CRS du 07/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°211/2024/ANRMP/CRS du 21/11/2024<br>Mal fondée  |
| 98  | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>FER                       | Irrégularités<br>commises dans<br>AO n°T74/2024                           | 1- n°198/2024/ANRMP/CRS du 07/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°216/2024/ANRMP/CRS du 29/11/2024<br>Bien fondée |
| 99  | Litige          | Entreprise ETBM<br>C/ Mairie de<br>Borotou        | Contestation<br>des résultats<br>dans AO<br>n° A OO24<br>082208503        | 1- n°200/2024/ANRMP/CRS du 12/11/2024<br>IRRECEVABLE                                                       |
| 100 | Litige          | Entreprise ETBM<br>C/ Mairie de<br>Borotou        | Contestation<br>des résultats<br>dans AO<br>n° A OO24<br>082108480        | 1- n°201/2024/ANRMP/CRS du 12/11/2024<br>IRRECEVABLE                                                       |
| 101 | Litige          | Gpmt SVDG<br>AFRIQUE/<br>FIDEXCO C/ UC-<br>PHAS   | Contestation<br>des résultats de<br>la DDP n°005/<br>UC/PHAS/<br>IDA/2024 | 1- n°203/2024/ANRMP/CRS du 14/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°221/2024/ANRMP/CRS du 06/12/2024<br>Bien fondée |
| 102 | Litige          | GENERAL<br>HORIZON SASU<br>C/ AIP (Promotion)     | Contestation<br>des résultats<br>de l'AO<br>n°24042903866                 | 1- n°205/2024/ANRMP/CRS du 18/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°222/2024/ANRMP/CRS du 09/11/2024<br>Bien fondée |
| 103 | Litige          | KERSI SARL C/<br>Mairie de Cocody                 | Contestation<br>des résultats de<br>PSO n° A OO24<br>070406016            | 1- n°208/2024/ANRMP/CRS du 20/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°223/2024/ANRMP/CRS du 09/12/2024<br>Mal fondée  |
| 104 | Litige          | GENERAL<br>HORIZON SASU<br>C/ Mairie de<br>Cocody | Contestation<br>des résultats<br>de l'AO<br>n°24071106287                 | 1- n°209/2024/ANRMP/CRS du 20/11/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°231/2024/ANRMP/CRS du 1/12/24<br>Mal fondée     |
| 105 | Litige          | Avant-Garde<br>Immobilier C/<br>UPOPCI            | Contestation<br>des résultats<br>de l'AO<br>n°T0028/2024                  | 1- n°217/2024/ANRMP/CRS du 02/12/2024<br>IRRECEVABLE                                                       |

| N°  | Type de recours | Parties                                                     | Objet                                                    | Décision                                                                                            |
|-----|-----------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 106 | Litige          | GENERAL HORIZON SASU C/ District Autonome                   | Contestation des résultats de l'AO n°T1198/2023          | 1- n°218/2024/ANRMP/CRS du 03/12/2024 RECEVABLE<br>2- n°251/2024/ANRMP/CRS du 24/12/24 Mal fondée   |
| 107 | Litige          | GENERAL HORIZON SASU/ BSK SERVICES C/ Mairie de Bingerville | Contestation des résultats de l'AO n°T375/2024           | 1- n°219/2024/ANRMP/CRS du 03/12/2024 RECEVABLE<br>2- n°244/2024/ANRMP/CRS du 23/12/24 Bien fondée  |
| 108 | Litige          | KES ENTREPRISE C/ PAMHAHSF                                  | Contestation des critères du DAO n°T994/2024             | 1- n°209/2024/ANRMP/CRS du 20/11/2024 RECEVABLE -<br>2- n°252/2024/ANRMP/CRS du 26/12/24 Mal fondée |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie d'Abengourou                       | Irrégularités commises dans AO n°T700/2024               | 1- n°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- n°005/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Mal fondé   |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Projet C2D EDUCATION-FORMATION            | Irrégularités commises dans AO n°T701/2024               | 1- n°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- n°004/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Mal fondé   |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Commune de Fresco                         | Irrégularités commises dans AO n° T706/2024              | 1-N°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- N°006/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Bien fondée  |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Commune de Logoualé                       | Irrégularités commises dans AO T708/2024                 | 1-N°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- N°010/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Bien fondée  |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie d'Adiaké                           | Irrégularités commises dans AO T710/2024                 | 1-N°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- N°003/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Bien fondée  |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Treichville                     | Irrégularités commises dans AO n°T713/2024               | 1-N°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- N°002/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Mal fondé    |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Port Autonome de San-Pédro                | Irrégularités commises dans AO n° T674/2024 & T675/2024, | 1-N°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- N°009/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Mal fondé    |
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Commune de Nassian                        | Irrégularités commises dans AO n° T691/2024,             | 1-N°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024 Recevable<br>2- N°007/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025 Mal fondé    |



| N°  | Type de recours | Parties                                                     | Objet                                                                            | Décision                                                                                                  |
|-----|-----------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 109 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Buyo                            | Irrégularités commises dans AO n° T676/2024                                      | 1-N°224/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024<br>Recevable<br>2- N°008/2025/ANRMP/CRS du 2/01/2025<br>Mal fondée   |
| 110 | Dénonciation    | TOURE Abdoulaye C/ Mairie d'Aboisso                         | Irrégularités commises dans AO n° A OO24 072206845                               | 1- n°228/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°276/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Mal fondée |
| 111 | Litige          | GENERAL HORIZON SASU/ BSK SERVICES C/ Mairie de Bingerville | Contestation des résultats de l'AO n° T624/2024                                  | 1- n°227/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°275/2024/ANRMP/CRS du 31/12/24<br>Bien fondée  |
| 112 | Litige          | BOS HOLDING GROUP C/ Cons Région Hautassandra               | Contestation des résultats de l'AO n° A OO24 060405082                           | 1- n°225/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°001/2025/ANRMP/CRS du 02/01/2025<br>Mal fondée |
| 113 | Dénonciation    | Cons Région Hautassandra C/ BOS HOLDING GROUP               | Inexactitudes délibérées commises dans AO n° A OO24 060405082 & A OO24 060405090 | 1-n°226/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°277/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Bien fondée |
| 114 | Dénonciation    | DIAKITE Ibrahim C/ USEP PA-PSGOUV                           | Irrégularités commises dans AO n°T694/2024, T691/2024 & T704/2024                | 1- n°226/2024/ANRMP/CRS du 10/12/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°/011/2025/ANRMP/CRS du /03/2025<br>Mal fondée  |
| 115 | Litige          | Gpmt SALEM/ BSK SERVICES/ AFRICA PARTNER C/ 2PAI-BELIER     | Contestation des résultats de l'AO n°T692/2024                                   | 1-n°229/2024/ANRMP/CRS du 11/12/2024<br>RECEVABLE<br>2- n°239/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Mal fondée  |
| 116 | Dénonciation    | MAUHAU LOPEYRE C/ Mairie de Djébonoua                       | Pratique frauduleuse dans AO n°T479/2024                                         | 1-n°233/2024/ANRMP/CRS du 17/12/2024<br>Recevable<br>2-N°019/2025/ANRMP/CRS du 07/01/2025<br>Mal fondée   |
| 117 | Litige          | SDVG AFRIQUE - FIDEXCO C/ FER                               | Contestation des résultats de l'AOR n°RSP 60/2024                                | 1-N°234/2024/ANRMP/CRS du 17/12/2024<br>RECEVABLE<br>2-N°021/2025/ANRMP/CRS du 08/01/2025<br>Mal fondée   |
| 118 | Litige          | AKOUNDA BTP SARL C/ Mairie de Logoualé                      | Contestation des résultats de l'AO n°AOO 24080907933                             | 1-N°241/2024/ANRMP/CRS du 20/12/2024<br>IRRECEVABLE                                                       |

| N°  | Type de recours | Parties                                         | Objet                                                                                                                                    | Décision                                                                                                                             |
|-----|-----------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 119 | Litige          | ETAM C/ PABC                                    | Irrégularités commises dans l'AO organisé par le                                                                                         | 1-N°236/2024/ANRMP/CRS du 17/12/2024<br>RECEVABLE<br>2-N°015/2025/ANRMP/CRS du 07/01/2025<br>Bien fondée                             |
| 120 | Litige          | Ets KADYDIER C/ CONS CAFE - CACAO               | Contestation des résultats de l'AO n°AOO 240066005176                                                                                    | 1-N°237/2024/ANRMP/CRS du 18/12/2024<br>Désistement                                                                                  |
| 121 | Litige          | MULTI-PROJET C/ Imprimerie Nationale            | Contestation des résultats de l'AO n°F249/2024                                                                                           | 1-N°242/2024/ANRMP/CRS du 23/12/2024<br>RECEVABLE<br>2-N°025/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025<br>Mal fondée                              |
| 122 | Litige          | IB'AYS C/ RTI                                   | Contestation des résultats du lot 2 de l'AO F180/2024                                                                                    | 1-N°243/2024/ANRMP/CRS du 23/12/2024<br>RECEVABLE<br>2-N°026/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025<br>Bien fondée                             |
| 123 | Litige          | RIFIDA HOLDING C/ Côte d'Ivoire Tourisme        | Contestation des résultats de l'AO n°AOO 24092409373                                                                                     | 1-N°238/2024/ANRMP/CRS du 20/12/2024<br>Recevable<br>2-N°024/2025/ANRMP/CRS du 14/01/2025<br>Bien fondée                             |
| 124 | Litige          | Société Africaine d'Ingénierie (SAFI) C/ SOGEDI | Contestation des résultats de l'AO restreint n° RSP n°25/2024                                                                            | 1-N°245/2024/ANRMP/CRS du 23/12/2024<br>Désistement                                                                                  |
| 125 | Dénonciation    | USAGER ANONYME) C/ Consl. Régl.de la Marahoué   | Irrégularités commises dans AO T867/2024 ; T870/2024 ; T871/2024 ; T872/2024 ; F209/2024 ; F210/2024 ; F211/2024 ;                       | 1-N°246/2024/ANRMP/CRS du 24/12/2024<br>RECEVABLE<br>2-N°027/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025<br>Mal fondé                               |
| 126 | Dénonciation    | USAGER ANONYME) C/ Mairie de Cocody             | Irrégularités commises dans AO T878/2024 ; T886/2024 ; T887/2024 ; T888/2024 ; T889/2024 ; T909/2024 ; T911/2024 ; F228/2024 ; F229/2024 | 1-N°249/2024/ANRMP/CRS du 24/12/2024<br>RECEVABLE<br>2-N°030/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025<br>Bien fondée- annulation de la procédure |



| N°  | Type de recours | Parties                                                                             | Objet                                                                                                                          | Décision                                                                                                                       |
|-----|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 127 | Dénonciation    | USAGER ANONYME) C/ Consl. Régl. du Gbêkê                                            | Irrégularités commises dans AO T912/2024 ; T913/2024 ; T914/2024 ; T915/2024 ; F230/2024 ; F231/2024 ; F232/2024 ; F233/2024 ; | 1-N°240/2024/ANRMP/CRS du 20/12/2024 RECEVABLE<br>2-N°022/2025/ANRMP/CRS du 14/01/2025 Bien-fondé- annulation de la procédure  |
| 128 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Hyré                                                    | Irrégularités commises dans le DAO n° A OO24 071006233                                                                         | 1-N°250/2024/ANRMP/CRS du 24/12/2024 RECEVABLE<br>2-N°031/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025 Mal fondé                               |
| 129 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Man                                                     | Irrégularités commises dans AO T918/2024 ; T919/2024 ; T921/2024 ;                                                             | 1-N°247/2024/ANRMP/CRS du 24/12/2024 RECEVABLE<br>2-N°028/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025 Mal fondé                               |
| 130 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Dabou                                                   | Irrégularités commises dans AO T874/2024 ; T875/2024 ; T876/2024 ; T877/2024                                                   | 1-N°248/2024/ANRMP/CRS du 24/12/2024 RECEVABLE<br>2-N°034/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025 Bien fondée- annulation de la procédure |
| 132 | Litige          | BOS HOLDING GROUP C/ Cons Région Haut Sassandra                                     | Contestation des résultats de l'AO n° A OO24 060405090                                                                         | 1-n°253/2024/ANRMP/CRS du 26/12/2024 RECEVABLE<br>2-N°032/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025 Mal fondée                              |
| 133 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie d'Arrah                                                    | Irrégularités commises dans AO n°T767/2024                                                                                     | 1-N°254/2024/ANRMP/CRS du 27/12/2024 Recevable<br>2-N°029/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025 Bien fondée- annulation de la procédure |
| 134 | Litige          | GENERAL HORIZON SASU C/ Ministère de la Défense                                     | Contestation des résultats de l'AO n° T356/2024                                                                                | 1- N°258/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 IRRECEVABLE                                                                              |
| 135 | Dénonciation    | GENERAL HORIZON SASU/ BSK SERVICES C/ Min de l'Équipement et de l'Entretien Routier | Irrégularités commises dans AO n° A OO24 030502628                                                                             | 1- N°259/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 RECEVABLE<br>2-N°050/2025/ANRMP/CRS du 20/01/2025 Mal fondée                             |
| 136 | Litige          | ETRACON SARL C/ PDU                                                                 | Contestation des résultats du lot 2 de l'AO n°T255/2024                                                                        | 1-N°255/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 RECEVABLE<br>2-N°067/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Mal fondée                              |

| N°  | Type de recours | Parties                                            | Objet                                                             | Décision                                                                                                                       |
|-----|-----------------|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 137 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Cons. Région du Sud Comoë        | Irrégularités commises dans AO T901/2024 ; T902/2024              | 1-N°262/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 Recevable<br>2-N°060/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Bien fondée- annulation de la procédure |
| 138 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Commune de Treichville           | Irrégularités commises dans AO T884/2024 ; T885/2024 ;            | 1-N°270/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°079/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Mal fondé                               |
| 139 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ District Autonome d'Abidjan      | Irrégularités commises dans AO n°T197                             | 1-N°263/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°068/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Mal fondé                               |
| 140 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Gagnoa                 | Irrégularités commises dans AO T901/2024 ; T902//2024             | 1-N°262/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 Recevable<br>2-N°060/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure |
| 141 | Dénonciation    | USAGER C/ Cons. Région du Sud Comoë                | Irrégularités commises dans AO T881/2024 ; T882//2024             | 1-N°265/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°033/2025/ANRMP/CRS du 15/01/2025 Mal fondé                               |
| 142 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Port Autonome d'Abidjan          | Irrégularités commises dans AO T150/2024 ; T182//2024             | 1-N°260/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 Recevable<br>2-N°062/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Mal fondé                               |
| 144 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ PIDACC/BN-CI                     | Irrégularités commises dans AO F222/2024 ; F223//2024 ; F224/2024 | 1-N°273/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°091/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Mal fondé                               |
| 145 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ C2D SANTE                        | Irrégularités commises dans AO F197/2024 ;                        | 1-N°271/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°076/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure |
| 146 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ C2D EDUCATION FORMATION du METFP | Irrégularités commises dans AO F171/2024                          | 1-N°257/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 Recevable<br>2-N°063/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure |
| 147 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ PAPSGOUV- AGRICULTURE            | Irrégularités commises dans AO T922/2024 ; T923/2024              | 1-N°266/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2- N°064/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Mal fondé                              |

| N°  | Type de recours | Parties                                                              | Objet                                                                        | Décision                                                                                                                                 |
|-----|-----------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 148 | Litige          | BSKA SERVICES/<br>GENERAL<br>HORIZON SASU<br>C/ Mairie du<br>Plateau | Contestation<br>des résultats de<br>l'AO n° A OO24<br>052904927              | 1-N°279/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Recevable<br>2-N°059/2025/ANRMP/CRS du 20/01/2025<br>Désistement                                 |
| 149 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/ AEJ                                             | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T959/2024                               | 1-N°269/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Recevable<br>2-N°075/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025<br>Mal fondé                                   |
| 150 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>Cons Région.<br>Worodougou                   | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T963/2024<br>et T965/2024               | 1-N°269/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Recevable<br>2-N°080/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025<br>Mal fondé                                   |
| 151 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>Commune de<br>Tiapoum                        | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T966/2024                               | 1-N°269/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Recevable<br>2-N°0784/2025/ANRMP/CRS du<br>22/01/2025<br>Bien-fondé – Annulation de la procédure |
| 152 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>Commune de<br>Daloa                          | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T954/204,<br>T955/2024 et<br>T956/2024  | 1-N°269/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Recevable<br>2-N°074/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025<br>Mal fondé                                   |
| 153 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>Mairie de Lakota                             | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T868/2024 ;                             | 1-N°264/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024<br>Recevable<br>2-N°071/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025<br>Bien fondé – Annulation de la procédure     |
| 154 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>USEP PSGOUV-<br>MIRAH ;                      | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T769/2024 ;                             | 1-N°264/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024<br>Recevable<br>2-N°069/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025<br>Mal fondé                                   |
| 155 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>MSHP                                         | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T957/2024                               | 1-N°264/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024<br>Recevable<br>2-N°070/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025<br>Mal fondé                                   |
| 156 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>Mairie d'Anyama                              | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T941/2024 ;<br>T942/2024 ;<br>T943/2024 | 1-N°272/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Recevable<br>2-N°083/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025<br>Mal fondé                                   |
| 157 | Dénonciation    | USAGER<br>ANONYME C/<br>Mairie de Cocody                             | Irrégularités<br>commises dans<br>AO T944/2024 ;<br>T945/2024 ;<br>T946/2024 | 1-N°272/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024<br>Recevable<br>2-N°084/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025<br>Bien-fondé – Annulation de la procédure     |

| N°  | Type de recours | Parties                                       | Objet                                                                                                                                                                                   | Décision                                                                                                                       |
|-----|-----------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 157 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Cons Région du N'ZI         | Irrégularités commises dans AO T951/2024 ; T952/2024 ; T953/2024                                                                                                                        | 1-N°272/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°081/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure |
| 159 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ District Autonome d'Abidjan | Irrégularités commises dans AO n°F259/2024, F260/2024, F262/2024                                                                                                                        | 1-N°267/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°066/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Mal fondé                               |
| 160 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Cons. Rég. du Cavally       | Irrégularités commises dans AO T420/2024 ; T421/2024 ; T422/2024 ; T423/2024 ; T424/2024. T425/2024 ; T426/2024 ; T427/2024 ; T428/2024 ; T429/2024 / T514/2024 ; T515/2024 ; T516/2024 | 1-N°274/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°077/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure |
| 161 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Commune du Plateau          | Irrégularités commises dans AO n°T967/2024, T968/2024, T969/2024, T969/2024, F270/2024 et F271/2024                                                                                     | 1-N°261/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 Recevable<br>2-N°061/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure |
| 162 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Marcory           | Irrégularités commises dans AO F274/2024 ; F275/2024                                                                                                                                    | 1- N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2- N°089/2025/ANRMP/CRS Du 22/01/2025 Mal fondé                             |
| 163 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Port-Bouët        | Irrégularités commises dans AO T974/2024 ; T975/2024                                                                                                                                    | 1-N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°090/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Mal fondé                               |

| N°  | Type de recours | Parties                                           | Objet                                                                                                    | Décision                                                                                                                                      |
|-----|-----------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 164 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Bonoua                | Irrégularités commises dans AO n°T970/2024                                                               | 1-N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°087/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Mal fondé                                              |
| 165 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Cons Rég. du Sud Comoë,         | Irrégularités commises dans AO n°T976/2024. T977/2024 ; T978/2024                                        | 1-N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°085/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Mal fondé                                              |
| 166 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Mairie de Daloa                 | Irrégularités commises dans AO n°F257/2024                                                               | 1-N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°088/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Mal fondé                                              |
| 167 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ SONAPIE                         | Irrégularités commises dans AO n°F264/2024                                                               | 1-N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°092/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure                |
| 168 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ LONACI                          | Irrégularités commises dans AO n°F265/2024                                                               | 1-N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°082/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Bien-fondé – Annulation de la procédure                |
| 169 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ FER                             | Irrégularités commises dans AO n°F267/2024                                                               | 1-N°278/2024/ANRMP/CRS du 31/12/2024 Recevable<br>2-N°086/2025/ANRMP/CRS du 22/01/2025 Mal fondé                                              |
| 170 | Litige          | TOURAMI TRAVAUX ET SERVICES C/ Mairie de Yopougon | Contestation des résultats de l'AO n° A OO24 082408514                                                   | 1-N°256/2024/ANRMP/CRS du 30/12/2024 Désistement                                                                                              |
| 171 | Dénonciation    | USAGER ANONYME C/ Commune du Plateau              | Irrégularités commises dans AO n°T967/2024, T968/2024, T969/2024, T969/2024, F270/2024 et F271/2024      | 1-n°261/2024/ANRMP/CRS du 30/12/24 RECEVABLE<br>2-N°061/2025/ANRMP/CRS du 21/01/2025 Bien fondée-pour AO T967/2024<br>Mal fondé pour le reste |
| 172 | Dénonciation    | EPHRATA SERVICE ET TRAVAUX C/ FNLS                | Irrégularités commises dans PSO 24112111044 (Difficultés rencontrées dans le SIGOMAP pour soumissionner) | 1-N°017/2025/ANRMP/CRS du 07/01/2025 RECEVABLE<br>2-N°095/2025/ANRMP/CRS du 28/01/2025 Sans objet                                             |

| N°  | Type de recours | Parties               | Objet                                          | Décision                                                                                                |
|-----|-----------------|-----------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 173 | Litige          | DMG C/ Mairie d'Arrah | Contestation des résultats de l'AO n°T767/2024 | 1-N°016/2025/ANRMP/CRS du 07/01/2025<br>RECEVABLE<br>2-N°097/2025/ANRMP/CRS du 28/01/2025<br>Sans objet |
| 174 | Dénonciation    | Kanian Consulting C/  | Contestation des résultats de l'AO n°T480      | 1-N°023/2025/ANRMP/CRS du 14/01/2025<br>RECEVABLE<br>2-N°098/2025/ANRMP/CRS du 28/01/2025<br>Mal fondé  |

Source : ANRMP

## Annexe 5 : Liste des entreprises sous sanctions

| N° | DECISIONS                                    | STRUCTURES ECLUES                                                                 | DEBUT DE SANCTION | FIN DE SANCTION |
|----|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|
| 1  | N°021/2024/ANRMP/CRS<br>du 27 FEVRIER 2024   | DIABA TECH SARL                                                                   | 27/02/2024        | 26/02/2026      |
| 2  | N°044/2024/ANRMP/CRS<br>du 08 AVRIL 2024     | SEET                                                                              | 08/04/2024        | 07/04/2026      |
|    |                                              | EGCP                                                                              |                   |                 |
|    |                                              | SETICOM                                                                           |                   |                 |
|    |                                              | EBFCI-ENERGIE                                                                     |                   |                 |
|    |                                              | TEK TRANSFORMATOR                                                                 |                   |                 |
| 3  | N°048/2024/ANRMP/CRS<br>DU 11 AVRIL 2024     | AURIGA                                                                            | 11/04/2024        | 10/04/2026      |
|    |                                              | 2MGC SARL                                                                         |                   |                 |
|    |                                              | ECNB-TP SARL                                                                      |                   |                 |
| 4  | N°054/2024/ANRMP/CRS<br>du 17 AVRIL 2024     | ICONES CI                                                                         | 17/04/2024        | 16/04/2026      |
| 5  | N°073/2024/ANRMP/CRS<br>du 16 MAI 2024       | INTER CIPE                                                                        | 16/05/2024        | 15/05/2026      |
|    |                                              | SAMA BTP                                                                          |                   |                 |
| 6  | N°102/2024/ANRMP/CRS<br>DU 22 JUILLET 2024   | SOGEPCI                                                                           | 22/07/2024        | 21/07/2026      |
| 7  | N°119/2024/ANRMP/CRS<br>du 28 AOUT 2024      | SOCIETE NATIONALE<br>DE TRAVAUX DE<br>DEVELOPPEMENT DE COTE<br>D'IVOIRE (SNTD-CI) | 28/08/2024        | 27/08/2026      |
| 8  | N°132/2024/ANRMP/CRS<br>du 16 SEPTEMBRE 2024 | ECKOLAB WEST AFRICA                                                               | 16/09/2024        | 15/09/2026      |
| 9  | N°192/2024/ANRMP/CRS<br>du 31 OCTOBRE 2024   | HOLDING ET IVOIRE<br>SECURITE SERVICES                                            | 31/10/2024        | 30/10/2026      |
| 10 | N°277/2024/ANRMP/CRS<br>DU 31 DECEMBRE 2024  | BOS HOLDING GROUP                                                                 | 31/12/2024        | 30/12/2026      |

Source : ANRMP

## Annexe 6 : Recours devant le Conseil d'Etat

| Dossier                                            | Type de recours                                                                                                                                                     | Référence                             | Diligence effectuée                                                                         | Observations                           |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>Recours en annulation pour excès de pouvoir</b> |                                                                                                                                                                     |                                       |                                                                                             |                                        |
| Groupelement<br>SOPRES/ETOFA<br>C/<br>ANRMP        | Recours en annulation<br>pour excès de pouvoir<br>contre les décisions<br>n°032/2023/ANRMP/<br>CRS du 17 mars<br>2023 et n°064/2023/<br>ANRMP/CRS du 11<br>mai 2023 | CE 2023-254 REP<br>du 30-05-2023      | Mémoire en défense<br>déposé le 11 juin<br>2024 au greffe du CE                             | En instruction<br>devant le CE         |
| COVEC/CREGC<br>C/<br>ANRMP                         | Recours en annulation<br>pour excès de pouvoir<br>contre la décision<br>n°227/2023/ANRMP/<br>CRS du 19 décembre<br>2023                                             | CE 2024-<br>0014 REP du<br>23/06/2022 | Mémoire en défense<br>déposé le 09<br>décembre 2024 au<br>greffe du CE                      | En instruction<br>devant le CE         |
| <b>Recours aux fins de sursis</b>                  |                                                                                                                                                                     |                                       |                                                                                             |                                        |
| GROUPEMENT<br>SOPRES/ETOFA<br>C/<br>ANRMP          | Requête aux fins de<br>sursis à exécution des<br>décisions n°032/2023/<br>ANRMP/CRS du<br>17 mars 2023 et<br>n°064/2023/ANRMP/<br>CRS du 11 mai 2023                | 2023-092 S/EX du<br>23/05/2023        | Observations sur le<br>rapport du rapporteur<br>déposées le 18 mars<br>2024 au greffe du CE | Arrêt n°247 du<br>08 mai 2024<br>Rejet |
| COVEC<br>C/<br>ANRMP                               | Requête aux fins de<br>sursis à exécution<br>de la décision<br>n°227/2023/ANRMP/<br>CRS du 19 décembre<br>2023                                                      | CE-2024-0010 S/<br>EX du 17/01/2024   | Observations sur le<br>rapport du rapporteur<br>déposées le 30 août<br>2024                 | En instruction<br>devant le CE         |
| SEET<br>C/ ANRMP                                   | Requête aux fins de<br>sursis à exécution<br>de la n°044/2024/<br>ANRMP/CRS du 08<br>avril 2024                                                                     | 2024-073 S/EX du<br>30/04/2024        | Mémoire en défense<br>déposé le 10 juillet<br>2024 au greffe du CE                          | En instruction<br>devant le CE         |

Source : ANRMP



# COMMUNIQUÉ

## CHANGEMENT DE DÉNOMINATION

A travers l'ordonnance N°2025-32 du 15 janvier 2025, l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) est devenue **l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP)**.

Ce changement de dénomination qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie communautaire de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), a pour objectif de renforcer les **dispositifs institutionnels et règlementaires** afin de garantir les politiques et procédures transparentes et crédibles dans le système de la commande publique.

Cette réforme vise également à refléter **l'intégralité des compétences du régulateur dans son appellation** en confirmant sa mission aussi bien sur **les marchés publics que les contrats de partenariat public-privé en Côte d'Ivoire**.

L'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP), Autorité Administrative Indépendante, entend donc poursuivre ses actions de consolidation de la transparence et de l'équité dans l'écosystème de la commande publique, pour une contribution significative au développement économique inclusif et durable de notre pays.

*Agir ensemble pour la transparence et l'équité dans la commande publique*



[www.arcop.ci](http://www.arcop.ci)

NUMÉRO  
VERT 800 00 100

Blvd Usher ASSOUAN, Rue du Lycée Français  
Cocody-Rivière 3 - 25 BP 589 Abidjan 25  
Tel : 27 22 40 00 40 - 0555 000 322 - Fax : 27 22 40 00 44